



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

07. Stadtratsprotokoll / 07^e procès-verbal du Conseil de ville

Sitzung vom Mittwoch, 28. April 2021, 18.00 Uhr
Séance du mercredi 28 avril 2021 à 18h00

Ort: Kongresshaus Biel, Konzertsaal
Lieu: Palais des Congrès, salle de concert

Anwesend / Présents:

Akamba Fréderica, Augsburger-Brom Dana, Bohnenblust Peter, Bord Pascal, Briechele Dennis, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, Cuixeres Manon, De Maddalena Daniela, Epper Bettina, Francescutto Luca, Gurtner-Oesch Sandra, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Iseli Isabelle, Kilezi Ruth, Kohler Silja, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leuenberger Bernhard, Liechti Kathleen, Loderer Benedikt, Molina Franziska, Morandi Marcel, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Roth Myriam, Rüber Stefan, Schaffter Gaël, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stettler Urs, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strobel Gianna, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Tonon Ariane, Torriani Latscha Isabelle, Trafelet Salome, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Wendling Cécile, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Entschuldigt / Absence(s) excusée(s):

Halter Marisa, Moeschler Marie

Vertretung des Gemeinderates / Représentation du Conseil municipal:

Gemeinderätinnen/Gemeinderat Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda, Steidle Silvia

Entschuldigt Gemeinderat / Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal:

Stadtpräsident Fehr Erich

Vorsitz / Présidence:

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin

Sekretariat / Secrétariat:

Klemmer Regula, Ratssekretärin

82.	Erklärung der GPK.....	251
83.	Genehmigung der Traktandenliste.....	255
84.	Mitteilungen Stadtratsbüro	255
	• Abrechnung(en) in der Kompetenz der GPK:	256
85.	20210067 Schulraum / Ausübung der 5-jährigen Mietoption für die Pianostrasse 55 / Verpflichtungskredit.....	257
86.	20190391 Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachung / Anschaffung zusätzlicher Kameras / Verpflichtungskredit Nr. 32450.0002.....	259
87.	20210058 Erneuerung des Kunstrasenfelds «Drahtwerk III» im Längfeld 2 / Verpflichtungskredit.....	266
88.	Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210146, Widmer Patrick, Fraktion SVP/Die Eidgenossen «Betrifft der Umweltschutz die Fahrenden nicht?».....	271
89.	Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210147, Francescutto Luca, Fraktion SVP/Die Eidgenossen «Warum bleibt das Hallenbad im CTS weiterhin geschlossen?».....	271
90.	Begründung der Dringlichkeit der kleinen Anfrage 20210149, Wächter Olivier, SVP «Umgang mit Fahrenden auf dem Bieler Stadtgebiet»	271
91.	Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210144, Stolz Joseline, Fraktion PSR «Covid-19-Impfung: kommen Sie weder zu früh noch zu spät und buchen Sie frühzeitig einen Termin!»	272
92.	Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210143, Akamba Frederica, Fraktion PSR «Für die Bieler Bevölkerung attraktive und benutzerfreundliche öffentliche Räume im Sommer 2021 anbieten».....	272
93.	Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210142, Vlaiculescu-Graf Christiane, Fraktion PSR «Kinder und Jugendliche sollen den Sommer in Biel geniessen können: Strandbad, Hallenbad und öffentlicher Verkehr!»	272
94.	Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210148, Torriani Latscha Isabelle, PSR «Auswirkungen der Covid-19-Krise auf die lokale Wirtschaft: Bilanz und Perspektiven».....	273
95.	20210061 Haldenstrasse (Hermann-Lienhard-Strasse / Bözingenstrasse) / Kanalisationserneuerung / Verpflichtungskredit.....	273
96.	20150318 Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und Reglementsentwurf	275

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Guten Abend und herzlich Willkommen zur heutigen Stadtratssitzung. Auf dem Tisch des Weibels liegen folgende Unterlagen auf:

- Änderungsantrag der Fraktion SP/JUSO «Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und Reglementsentwurf»
- Änderungsantrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR «Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und Reglementsentwurf», diese Anträge wurden Ihnen bereits an der letzten Sitzung verteilt
- Zeitschrift Parlament, Nr. 1, April 2021

Ich freue mich, Urs Stettler als neues Stadratsmitglied zu begrüßen. Er ersetzt Julien Rochat. Herr Stettler, ich wünsche Ihnen einen guten Start und viel Freude im Amt und am Politisieren. (*Applaus*)

Die GPK hat eine Erklärung abzugeben. Ich übergebe das Wort an die Kommissionspräsidentin, Frau Pittet. Anschliessend wird die Vizepräsidentin Frau Tanner die Erklärung auf Deutsch verlesen.

82. Erklärung der GPK

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion (CDG) a décidé de faire, ce soir, une déclaration en allemand et en français, par les voix de sa vice-présidente et de sa présidente. Ceci en aucun cas parce qu'il y a un désaccord au sein de la CDG, mais uniquement à cause de l'extrême importance de ce qui nous préoccupe. Il est donc important que chaque Conseillère et Conseiller de ville puisse nous entendre dans sa langue. Comme vous le savez, la CDG a deux fonctions. Premièrement, procéder à l'examen préalable de ce qui nous occupe au Conseil de ville, et deuxièmement, exercer la surveillance pour toutes les activités de la Ville pour le compte du Conseil de ville. Pour effectuer ces tâches, la CDG doit impérativement disposer des documents nécessaires et être en mesure de recevoir les informations demandées. Il s'agit notamment du rapport au Conseil de ville que nous recevons tous, mais aussi de toute la documentation en amont comme, par exemple, les rapports d'expertise, les co-rapports financiers, les plans supplémentaires, etc.

Vous savez qu'il y a, à ce sujet, depuis près de deux ans un désaccord entre le Conseil municipal et le Conseil de ville représenté par le Bureau du Conseil de ville et la CDG. Nous vous avons déjà informés, à plusieurs reprises, des échanges de courriers et des séances que nous avons eues pour essayer de trouver une solution. Le Conseil municipal a émis une directive, le 27 janvier 2021, qui n'améliore pas la situation insatisfaisante pour le législatif. Cette directive ne fait plus de différence entre les droits de regard de la CDG, du Conseil de ville, et du public qui a accès à l'ordre du jour du Conseil de ville sur le site Internet. Ce fait est contraire à ce qui avait été demandé, à plusieurs reprises, par le Bureau du Conseil de ville et la CDG. Cette dernière a, plusieurs fois, informé la chancellerie municipale ainsi que le Conseil municipal des problèmes que cela entraîne. Comme exemple, nous citons ici la publication de contrat avec des tiers sur le site de la Ville avec des documents du Conseil de ville. Ce genre de documents est nécessaire pour la CDG, mais il est inutile et peut-être même dangereux de les publier ainsi. La Ville risque d'atteindre aux droits personnels ou privés d'un tiers ou de divulguer des informations qui ne sont pas destinées au public.

La CDG a donc proposé plusieurs fois, par courrier et en séance, de faire une différence entre la documentation et les informations données au Conseil de ville dans son ensemble et à la CDG. Ces demandes n'ont pas encore été prises en compte, et la CDG craint que cela puisse porter préjudice à la Ville. Si les contrats sont publiés en ligne, par exemple, cela pourrait rendre plus difficile les négociations futures avec des voisins. En effet, pour nommer un seul cas de figure, ce n'est pas nécessairement une bonne chose pour la négociation si le prix est connu de tous. Il appartient au Conseil municipal de faire la différence, pour chaque dossier, entre la documentation à l'attention du Conseil de ville dans son ensemble – et donc du public – et la documentation plus fournie à l'attention de la CDG. Cette tâche est du ressort du Conseil municipal ou de la chancellerie municipale, si le Conseil municipal décide de lui attribuer cette tâche, et non au secrétariat parlementaire qui transmet la documentation à qui de droit mais qui n'est pas responsable de faire un tri. Cela fait des mois que nous avons des échanges pour trouver une solution satisfaisante pour le Conseil de ville et ses commissions, mais sans succès.

Aujourd'hui, la CDG exige immédiatement une solution transitoire praticable pour le Conseil de ville et ces organes. Pourquoi faire cette déclaration aujourd'hui précisément? Nous avons longuement débattu jeudi dernier sur deux dossiers spécifiques dont je vais vous parler plus tard. Nous sommes arrivés à la conclusion que deux choix s'offrent à nous. Le premier est que la CDG demande à la présidence du Conseil de ville de refuser les rapports insuffisamment documentés ou ceux dont le Conseil municipal ne nous donne pas les informations demandées, et de ne pas les mettre à l'ordre du jour de la séance. La deuxième possibilité est que la CDG fasse une déclaration, en annonçant que dès la séance du Conseil de ville du mois de mai 2021, la CDG soumettra des demandes de retrait de l'ordre du jour pour toutes les affaires qui ne sont pas suffisamment documentées ou qui ne sont pas clairement compréhensibles sans que les membres de la CDG ne doivent, à chaque fois, demander des informations supplémentaires – et cela indépendamment de l'urgence souvent affirmée des dossiers du Conseil municipal.

Comme je l'ai dit plus haut, deux dossiers traités ce soir nous ont poussé à faire cette déclaration. Il s'agit de l'affaire 20190391 «Surveillance de la vitesse et des feux de signalisation / Achat de nouvelles caméras / Crédit d'engagement», au sujet duquel le membre de la CDG en charge du dossier a dû poser de très nombreuses questions pour obtenir les informations nécessaires à la préparation du dossier. En effet, le rapport que vous avez tous reçu ne contenait pas toutes les informations nécessaires pour qu'une commission de gestion puisse juger de la pertinence et de la solidité du dossier. La documentation reçue ne suffisait absolument pas. Nous nous sommes donc demandés s'il fallait exiger le retrait de l'affaire pour manque d'informations complètes. Finalement, après une longue discussion et mûre réflexion, nous sommes arrivés à la conclusion que les réponses avaient finalement été fournies, sur demande de la CDG, et que nous allions accepter, cette fois-ci, d'entrer en matière sur le dossier. En revanche, il n'est pas acceptable qu'un parlement de milice, doté d'une commission de gestion de milice, doive passer des heures à demander des informations qui devraient lui être fournies d'office. Nous avons besoin de recevoir les informations sans avoir à les demander. Si un rapport mentionne une stratégie, celle-ci doit être jointe au dossier de la CDG. Si le dossier mentionne l'étude de plusieurs options, celles-ci doivent être jointes au dossier, et ainsi de suite. Le second dossier pour lequel la CDG a hésité à demander le retrait est l'affaire 20210061 «Renouvellement de la canalisation à la rue du Coteau (rue Hermann-Lienhard/rue de Boujean) / Crédit d'engagement». Le dossier

en lui-même contient presque toutes les informations, mais lorsque le membre de la CDG en charge a demandé s'il y avait d'autres documents, il lui a été précisé que les documents en question étaient destinés à des spécialistes. La CDG ne peut vraiment pas accepter cet état de fait. Elle est en droit de demander toutes les informations et/ou documentations, même celles hautement confidentielles ou incompréhensibles pour les laïques. Aucune information ne peut être retenue. Tout au plus, il peut être indiqué, comme cela a été le cas par le passé, qu'une certaine information est hautement confidentielle. Dans ce cas, comme dans tous les autres cas d'ailleurs, la CDG est soumise au secret de la Commission. Si une information est trop technique, il est aussi possible de nous proposer de passer à la direction concernée afin qu'on nous l'explique, mais il n'est pas acceptable de dire que c'est trop compliqué pour les membres de la commission. La CDG insiste, encore une fois : tous ses membres sont des parlementaires de milice qui consacrent déjà beaucoup de temps à l'étude des dossiers, aux décomptes, aux visites de l'administration et à toutes les autres tâches de cette commission qui sert, je le rappelle, à la fois de commission préparatoire, de commission des finances et de commission de surveillance. Les membres ne peuvent pas être contraints, à chaque fois, de lire entre les lignes pour essayer de deviner les informations nécessaires manquantes dans les rapports au Conseil de ville parfois très complets, parfois lacunaires, parfois bien écrits et d'autre fois moins. Ce fait est juste inacceptable. Nous ne pouvons plus travailler ainsi. Il est important que l'on ait connaissance de toute la documentation existante et que l'on la reçoive. Je le répète encore, si ce cas de figure se représente et que nous recevons un dossier lacunaire ou que l'on nous refuse une information, nous demanderons automatiquement à la présidence du Conseil de ville de retirer le dossier de l'ordre du jour, et cela indépendamment de son urgence ou de son importance, et même si la Ville devait perdre un droit à cause de ce retrait. Une dernière précision technique : le secrétariat parlementaire nous a informé que l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de ville est déjà établi et que la documentation y relative est donc déjà arrêtée. Nous ne demanderons donc pas de retrait d'une affaire de l'ordre du jour en mai 2021 si toutes les informations sont livrées sur demande. En revanche, nous nous attendons à un signe clair de la part du Conseil municipal et de la chancellerie, qui en dépend, que nos préoccupations seront prises en compte dorénavant. Dès le mois de juin, nous nous attendons à un changement de la constitution des dossiers à l'attention de la Commission de gestion. Je vous remercie de votre attention.

Tanner Anna, GPK: Die Geschäftsprüfungskommission (GPK) gibt ihre Erklärung heute Abend durch die Kommissionspräsidentin bzw. deren Vizepräsidentin in Französisch und Deutsch ab. Dies nicht, weil Uneinigkeit bestehen würde, sondern weil das Anliegen in beiden Sprachen von allen verstanden werden muss. Wie Sie wissen, hat die GPK zwei Hauptaufgaben. Erstens prüft sie die Berichte des Gemeinderats an den Stadtrat, und zweitens übernimmt sie im Auftrag des Stadtrats die Aufsicht über die städtische Verwaltung. Um diese Aufgaben erfüllen zu können, muss die GPK über die notwendigen Akten verfügen und bei Bedarf zusätzliche Erläuterungen einholen können. Zu den notwendigen Akten gehören nebst dem Bericht des Gemeinderats an den Stadtrat weitere Unterlagen wie beispielsweise Gutachten oder Mitberichte über die finanziellen Auswirkungen.

Ihnen ist bekannt, dass der Gemeinderat diesbezüglich seit mehr als eineinhalb Jahren eine andere Meinung als das Stadtratspräsidium und die GPK vertritt. Die GPK hat den Stadtrat bereits mehrfach über den Schriftwechsel und die Aussprachen mit dem Gemeinderat informiert. Der Gemeinderat hat am 27. Januar 2021 eine Weisung

erlassen (Weisung betreffend Unterlagen zu Stadtratsgeschäften; SGR 1.5.1-1.3), welche die Situation nicht verbessert. Entgegen der bereits mehrmals verlangten Anpassung unterscheidet die Weisung nicht zwischen Akteneinsichtsrechten der GPK, des Stadtrats und der Öffentlichkeit. Die GPK hat sowohl die Stadtkanzlei als auch den Gemeinderat wiederholt auf dieses Problem hingewiesen. Gemäss Gemeinderat sollen zusammen mit seinem Bericht beispielsweise auch privatrechtliche Verträge auf der Internetseite des Stadtrats veröffentlicht werden. Derartige Verträge sind allenfalls für die GPK von Interesse, aber deren Publikation auf der Webseite kann Nachteile für die Stadt nach sich ziehen. Die GPK hat mehrmals schriftlich darauf hingewiesen, dass zu unterscheiden ist, welche Akten dem Stadtrat und welche der GPK vorgelegt werden. Diesem Vorschlag wurde bis jetzt nicht entsprochen. Die GPK geht aber davon aus, dass es nicht im Interesse der Stadt Biel ist, wenn beispielsweise Kaufverträge im Internet veröffentlicht werden. Möglicherweise werden dadurch Persönlichkeitsrechte Dritter verletzt. Ausserdem könnten zukünftige Vertragsverhandlungen mit anderen Parteien erschwert werden. Der Gemeinderat hat zu entscheiden, welche erläuternden Unterlagen dem Stadtrat und damit der Öffentlichkeit zugänglich sind und welche ausschliesslich der GPK vorbehalten bleiben. Dies ist Aufgabe des Gemeinderats oder der ihm unterstellten Stadtkanzlei und nicht des Ratssekretariats, welches die Unterlagen aufbereiten und weiterleiten, nicht aber bewerten muss. Seit Monaten sucht die GPK das Gespräch, um eine zufriedenstellende Lösung für den Stadtrat und seine Kommissionen zu finden, leider erfolglos. Die GPK fordert heute eine sofortige und tragfähige Übergangslösung für den Stadtrat und seine Gremien. Warum erfolgt die Erklärung heute? Die GPK hat an ihrer Sitzung vom 22. April 2021 ausführlich über die traktandierten Berichte des Gemeinderats diskutiert. Sie kam zum Schluss, dass zwei Möglichkeiten offenstehen:

1. Entweder beantragt die GPK der Stadtratspräsidentin die Abtraktandierung der Berichte, welche unzureichend dokumentiert sind oder zu denen die Abgabe von zusätzlichen Informationen verweigert wurde.
2. Oder aber die GPK verlangt in einer Erklärung, dass alle unzureichend dokumentierten Geschäfte ab der nächsten Stadtratssitzung von der Traktandenliste gestrichen werden – und zwar unabhängig davon, ob diese dringlich sind oder nicht. Die GPK geht zukünftig davon aus, dass ihr die Unterlagen der traktandierten Geschäfte vollständig vorliegen und nicht verlangt werden müssen.

Konkret ausgelöst wurde die Diskussion in der GPK durch zwei Geschäfte. Es handelt sich erstens um das Geschäft 20190391 «Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachung / Anschaffung zusätzlicher Kameras / Verpflichtungskredit Nr. 32450.0002». Der Bericht enthielt nicht alle Informationen für eine nachvollziehbare Beurteilung. Das zuständige GPK-Mitglied erhielt die erforderlichen Unterlagen zur Vorprüfung des Geschäfts erst nach einem langwierigen Austausch und vielen Nachfragen. Die GPK entschied sich nach Erhalt der Unterlagen und reiflicher Überlegung dazu, von einem Antrag auf Streichung des Geschäfts von der Traktandenliste abzusehen. Für die GPK ist es aber nicht akzeptabel, dass die Mitglieder eines Milizparlamentes soviel Zeit für die notwendige Informationsbeschaffung aufbringen müssen. Die erläuternden Unterlagen sollten zumindest der GPK ohne Nachfrage zur Verfügung gestellt werden. Wenn beispielsweise in einem Bericht eine Strategie erwähnt wird, muss diese der GPK vorliegen. Auch beim Geschäft 20210061 «Haldenstrasse (Hermann-Lienhard-Strasse / Bözingenstrasse) / Kanalisationserneuerung / Verpflichtungskredit» stellten sich ähnliche Fragen. Der Bericht enthält zwar weitgehend die notwendigen

Informationen. Als das zuständige GPK-Mitglied aber nach zusätzlichen Dokumenten fragte, wurde ihm beschieden, dass diese zwar existierten, aber ausschliesslich Fachleuten zur Verfügung stehen würden. Diese Haltung ist inakzeptabel; derartige Informationen können nicht zurückgehalten werden. Die GPK hat als Aufsichtskommission das Recht, auch streng vertrauliche Unterlagen anzufordern, zumal sie der Geheimhaltungspflicht unterstehen.

Die GPK besteht auf ihren Standpunkt. Die Kommissionsmitglieder sind MilizparlamentarierInnen, die bereits einen grossen Teil ihrer freien Zeit für das Aktenstudium, die Verwaltungsbesuche und weitere Aufgaben der GPK als vorberatende sowie als Finanz- und Aufsichtskommission aufwenden müssen. Die Berichte des Gemeinderats sind in unterschiedlicher Qualität verfasst. Herzuleiten, ob und welche zusätzlichen Unterlagen jeweils vorhanden sind und diese dann zu verlangen, ist für die Stadtratsmitglieder unzumutbar. Die Vorprüfung der Geschäfte muss für die GPK nachvollziehbar vorgenommen werden können. Die GPK muss die notwendigen erläuternden Akten erhalten und wissen, welche vorhanden sind. Die Traktandenliste für die Stadtratssitzung im Mai wurde bereits erstellt und die Unterlagen werden demnächst verschickt. Vorausgesetzt die GPK verfügt über alle notwendigen Unterlagen, wird sie deshalb im Mai 2021 keinen Antrag auf die Abtraktandierung einzelner Geschäfte stellen. Sie erwartet aber vom Gemeinderat und der ihm unterstellten Stadtkanzlei die umgehende Kenntnisnahme und Umsetzung ihres Anliegens für die Stadtratssitzung vom Juni 2021.

83. Genehmigung der Traktandenliste

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Es wurden zwei Anfragen auf Verschiebung von Traktanden eingereicht. Erstens muss die Sprecherin der GPK zum Geschäft 20210067 «Schulraum / Ausübung der 5-jährigen Mietoption für die Pianostrasse 55 / Verpflichtungskredit» die Sitzung nach der Pause verlassen. Und zweitens trifft der Sprecher der Spezialkommission für die Ausgestaltung der Sozialbehörde (KSB) erst später ein. Ich schlage Ihnen deshalb vor, das Geschäft 20210067 «Schulraum / Ausübung der 5-jährigen Mietoption für die Pianostrasse 55 / Verpflichtungskredit» vorzuziehen und das Geschäft 20150318 «Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und Reglementsentwurf» erst nach der Pause zu behandeln. Der Stadtpräsident hat sich für die heutige Sitzung entschuldigt und bittet darum, die Behandlung der Vorstösse, welche seine Direktion betreffen, auf die Sitzung von morgen zu verschieben. Ich danke Ihnen für Ihre Flexibilität.

Die Traktandenliste wird mit diesen Änderungen genehmigt.

84. Mitteilungen Stadtratsbüro

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Le Groupement des femmes parlementaires s'est reconstitué, le 7 avril 2021, selon art. 3 du Règlement du Conseil de ville (RDCo 1.5.1-1). Le Groupement m'en a informée le 16 avril 2021, par écrit. Sofern die Gruppe die allgemeinen Interessen der Frauen vertritt, ist sie bezüglich ihrer parlamentarischen

Rechte einer Fraktion gleichgestellt. Sie kann Fraktionserklärungen abgeben und sich mit einer Redezeitbeschränkung von 10 Minuten im Namen der Fraktion bzw. der Gruppe äussern.

Zu den Abrechnungen der Verpflichtungskredite übergebe ich das Wort an die Ratssekretärin.

Abrechnung(en) in der Kompetenz der GPK:

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 22. April 2021 die folgenden **Abrechnungen** der Verpflichtungskredite der Direktion Bau, Energie und Umwelt **in eigener Kompetenz, einstimmig und mit folgenden Bemerkungen genehmigt:**

- **20010479 Parkleitsystem (PLS) Zentrum-Innenstadt:** Der Verpflichtungskredit wurde bei einer Gesamtlaufzeit von 17 Jahren überdurchschnittlich lange nicht abgerechnet. Die Inbetriebnahme des Parkleitsystems (PLS) erfolgte am 16. Dezember 2004. Nachfolgend mussten gemäss Fachbereich neue Investitionen getätigt (die wichtigsten: Erweiterung des PLS um das Manor Parking, Optimierung PLS im Bereich Nordtangente, Upgrade Zentrale) sowie Reparaturen, respektive Optimierungen vorgenommen werden. Gemäss Anleitung für das Rechnungswesen hätten die Verpflichtungskredite zulasten der Investitionsrechnung beantragt werden sollen, sofern eigene oder subventionierte Vermögenswerte Dritter mit mehrjähriger Nutzungsdauer geschaffen werden und die Ausgabe pro Einwohner höher als CHF 50'000 ist. Die operativen Kosten hätten anschliessend über das Budget finanziert werden müssen und für Folgeinvestitionen neue Verpflichtungskredite beantragt werden sollen.
- **20060479 Realisierung Neuorganisation Parkraumangebot Innenstadt Nord (Flankierende Massnahmen Altstadtparking):** Die Frist zur Abrechnung wurde deutlich überschritten. Gleichzeitig fehlen Unterlagen, welche die freihändige Vergabe der Baumeisterarbeiten und der Bauingenieurleistungen als auch der beschafften Sammelparkuhren und die Montage der Lichtsignalanlagen rechtfertigen. Für die Baumeisterarbeiten (CHF 271'967) und die Anschaffung von Lichtsignalanlagen (CHF 119'932) sind weder schriftlichen Offerten, Verträge noch Auftragsbestätigungen vorhanden. Für den Umstand, dass die im Rahmen der «Sanierung Nordachse und Verkehrsoptimierung» ausgehandelten vertraglichen Grundlagen gelten, wurde keine Dokumentation erstellt oder Nachträge zu bestehenden Verträgen veranlasst.
- **20120263 Jurastrasse / Erneuerung der Brücke über den Schüss-Kanal:** Zur freihändigen Vergabe der Bauingenieurarbeiten sowie der Lichtsignalanlagen fehlen die Unterlagen. Gemäss dem zuständigen Fachbereich wurden aufgrund der Komplexität des Projektes keine Einladungsverfahren durchgeführt. Zudem hätten die Steuergeräte für Lichtsignalanlagen bei einem Konkurrenten kostspielig ausgewechselt werden müssen.

Die GPK empfiehlt dem Gemeinderat erneut dringend, für solche Projekte im Rahmen eines IKS proaktive Kontrollprozesse einzuführen.

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Damit kommen wir zum vorgezogenen Traktandum und behandeln bereits jetzt das Geschäft 20210067.

85. 20210067 Schulraum / Ausübung der 5-jährigen Mietoption für die Pianostrasse 55 / Verpflichtungskredit

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: Je vous remercie d'avoir avancé le traitement de cette affaire. Il s'agit d'une option de prolongation d'une location pour un bâtiment qui héberge aujourd'hui cinq classes germanophones de l'École Linde/Madretsch ainsi que l'entité scolaire primaire de Madretsch. Ayant récemment accepté le dossier «Organisation des classes», nous savons toutes et tous que le nombre d'enfants en Ville de Bienne ne baisse pas. C'est pourquoi nous pouvons en conclure que la Ville a besoin de ces classes. Le prix de location de 101'000 fr. par année est tout à fait acceptable pour ces cinq classes. Il reste une seule question que la Commission de gestion se pose par rapport à ce dossier, comme d'ailleurs déjà par rapport à d'autres dossiers dans le passé: pourquoi est-il soumis au Conseil de ville uniquement maintenant, alors que l'on sait que le bail existe depuis 2012 et qu'il échoit le 13 mai 2022, avec délai de réponse dans deux semaines? Imaginons le cas d'un nouveau confinement: ce dossier n'aurait pas pu être présenté au Conseil de ville, et le Conseil municipal aurait eu le choix soit de perdre cette option soit d'exercer le droit d'urgence afin de prendre une décision sans l'aval du Conseil de ville. La Commission de gestion demande à nouveau que les directions s'organisent pour amener les affaires à temps au Conseil de ville, afin qu'en cas de problème, le Conseil de ville puisse renvoyer l'affaire sans préjudice des droits de la Ville. La Commission de gestion recommande d'accepter cette affaire, avec la demande d'amener, à l'avenir, les affaires au Conseil de ville plus tôt.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Nous remercions le Conseil municipal pour la qualité du dossier présenté. Le bâtiment situé à la rue des Pianos reste, pour le moment, la meilleure solution pour les différentes entités scolaires citées. Ce bâtiment accueille actuellement cinq classes dont deux écoles enfantines. Il est impossible de déplacer ces classes dans d'autres bâtiments, ces derniers étant déjà totalement occupés. De plus, il est important de garder l'autre partie du bâtiment de la rue des Prés pour y accueillir, dès 2023, des classes secondaires alémaniques qui n'ont pu être déplacées dans le bâtiment «Victorinox». Il est aussi prévu, à moyen terme, de reconstruire le Collège des Platanes. Ces travaux nécessiteront le déplacement des classes secondaires. Il sera, de ce fait, très pratique d'utiliser les locaux proches de leur bâtiment actuel. Si l'on renonce à la location de ce bâtiment, on perd non seulement des locaux adaptables et modulables, mais on devrait aussi déplacer cinq classes dont deux écoles enfantines. On sait d'avance ce que cela représente pour les parents. Il s'agirait de déplacer en bus de jeunes élèves du quartier. De plus, il n'y a aucune alternative dans le quartier. Le Département Écoles & Sport manque de ressources pour effectuer des recherches approfondies pour la planification des locaux. L'acceptation de prolonger la location des locaux à la rue du Piano 55 pour une période de cinq ans permettrait de maintenir des locaux d'enseignements corrects et adaptables aux diverses utilisations prévues ces prochaines années. Gardons précieusement cette souplesse! Par ailleurs, notre groupe estime que le coût de location pour cette période supplémentaire est raisonnable. Pour terminer, nous ne savons ce que nous réserve la période «post-covid». Pour toutes ces raisons, notre groupe vous encourage vivement à accepter la prolongation demandée qui est indispensable.

Heiniger Peter, Fraktion Einfach libres!: Der im vorliegenden Bericht erwähnte Schulraum bietet eine Lösung im Quartier. Eine Alternative gibt es nicht. Die Fraktion

Einfach libres! wird dem Geschäft zustimmen. Zusätzliche Schulräume müssen akquiriert werden. Auf verpasste Möglichkeiten hinzuweisen, ist nicht angebracht. Wichtig ist, dass Schulraum zur Verfügung steht. Die zuständige Direktion prüft offensiv alle Möglichkeiten.

Wendling Cécile, Fraktion FDP: In zwei Wochen läuft die Frist zur Ausübung der Option ab. Alternativen wurden gemäss Bericht keine gefunden. Nachvollziehbar überprüfen kann diesen Sachverhalt, wie vorhin gehört, nicht einmal die GPK. Ein Grund für die aus Sicht der Fraktion FDP unnötig späte Unterbreitung des Berichts an den Stadtrat wird nicht genannt. Auch die GPK kennt den Grund nicht. Im Gegensatz zu anderen Fällen ist dies im vorliegenden Fall für die Fraktion FDP nicht problematisch. Sie wird deshalb dem vorliegenden Verpflichtungskredit zustimmen. Trotzdem ist eine derart späte Einreichung des Geschäfts in keiner Weise gerechtfertigt. Der Stadtrat hat das Recht, jedes Geschäft zu prüfen und zu hinterfragen. Er darf nicht vor vollendete Tatsachen gestellt werden. Die Erfahrung aus der Vergangenheit hat gezeigt, dass ein solches Vorgehen vom Stadtrat nicht ohne weiteres toleriert wird.

Schaffter Gaël, au nom du Groupe PVL+: Compte tenu de l'argumentaire du rapport, le Groupe PVL+ se prononce en faveur de l'arrêté proposé par le Conseil municipal. Il tient aussi à souligner que de présenter une affaire 15 jours avant le délai d'exercice d'une option ne correspond pas une gestion diligente. Notre Groupe soutient tout de même le principe de s'assurer des salles de classes en suffisance et recommande d'accepter le projet d'arrêté. Il espère toutefois que le prochain exercice d'option arrivera beaucoup plus vite au Conseil de ville.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Der Gemeinderat möchte den Vertrag für weitere fünf Jahre verlängern. Klar ist, dass Schulraum benötigt wird. Bereits bei der Behandlung des Geschäfts im Stadtrat im Jahr 2012 wurde eine Nutzungsdauer von zehn Jahren berechnet. Damals wurde auch schon über einen Kauf diskutiert. Der Kaufpreis betrug seinerzeit CHF 1,76 Mio. Ein damaliger Kauf hätte rentiert. Bedauerlicherweise wurde davon abgesehen. Die notwendigen Umbauarbeiten wurden aus der Stadtkasse bezahlt. Der Stadtrat hat damals einen Kredit von CHF 952'000 genehmigt. Sollte die Liegenschaft nicht jetzt doch noch gekauft werden? Die Direktion Bildung, Kultur und Sport hat dies abgeklärt und rät von einem Kauf ab, weil ungewiss ist, wie sich die Schülerzahlen entwickeln. Wäre das Gebäude damals gekauft worden, wäre ein Grossteil der Gestehungskosten mit dem Mietzins von jährlich CHF 101'000 bereits abgedeckt. Mit der Verlängerung des Mietvertrags um weitere fünf Jahre wäre der Kaufpreis des Gebäudes fast abbezahlt. Trotzdem unterstützt die Fraktion SP/JUSO das vorliegende Geschäft.

Tonon Ariane, au nom du Groupe Les Verts: Notre groupe soutient la demande du Conseil municipal et l'octroi d'un crédit d'environ 500'000 fr. pour payer le bail de cet objet. Quelques questions restent toutefois auxquelles nous aimerions avoir des réponses. Vu la situation économique et démographique actuelle, le Groupe Les Verts se demande s'il est raisonnable de payer 500'000 fr pour une location de cinq ans, et certainement encore 500'000 fr. supplémentaires pour la location de ce bien dans cinq ans encore, plutôt que de se pencher sur un éventuel achat. Il pourrait servir de soupape pour cinq classes et permettrait ainsi de gérer les variations démographiques et celles du nombres d'élèves. Le cas échéant, il pourrait aussi être utilisé à d'autres

fins pour le bien public, dans un quartier où il y a peu d'objets à disposition ou à acheter. Je vous remercie de votre réponse.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je vous remercie pour la bonne acceptation de ce dossier qui est très important pour la prochaine période scolaire à venir. J'entends bien votre préoccupation concernant le moment tardif du dépôt de ce rapport, et je comprends tout à fait les réactions et questionnements. Je vais vous donner deux raisons pour expliquer ce retard. Il s'agit, d'une part, d'une volonté de retarder au maximum la venue de cette affaire, étant donné que le département n'était pas sûr et certain d'avoir besoin de ces cinq classes supplémentaires au vu de l'évolution des effectifs scolaires actuels. Vous vous souvenez que dans le rapport «Organisation des classes» qui vous a été soumis pour ensuite être déposé au canton, nous avons fait part d'une diminution des effectifs probablement provisoire mais dont nous avons aucun moyen de prédire l'évolution. Il est vrai que le train est passé par rapport à Victorinox, mais cela a mis en évidence que nous manquons cruellement d'un poste de planification pour les locaux scolaires. L'autre argument pour expliquer la soumission tardive de cette affaire est que nous ne travaillons pas sans filet et que la Ville dispose, pour ce bien, d'un droit d'achat préférentiel prolongé jusqu'en 2027 et d'un droit de prolonger la location de manière préférentielle. Je peux donc dire que le risque était calculé. L'autre question soulevée à deux reprises concernait la pertinence de l'achat de ces locaux. Le sujet a été débattu, mais il s'avère que ces locaux ne sont pas forcément adaptés à l'usage prévu. Par contre, une location pour une période de cinq ans pourrait avoir, comme l'a souligné Madame Tonon, un effet soupape.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 03.03.2021, gestützt auf Art. 39 Abs. 1 bst. A der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

1. Der Verpflichtungskredit (Nr. 42463.316000000) für die Mietkosten für das Gebäude an der Pianostrasse 55 für fünf Jahre bis 2027 in der Höhe von CHF 505'000 wird genehmigt.
2. Mit dem Vollzug wird der Gemeinderat beauftragt

86. 20190391 Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachung / Anschaffung zusätzlicher Kameras / Verpflichtungskredit Nr. 32450.0002

Scheuss Urs, GPK: Die GPK hält fest, dass sie nach Beantwortung der zahlreichen Fragen durch die Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) in der Lage war, sich ein umfassendes Bild zum vorliegenden Geschäft zu machen und es zu beurteilen. Der Bericht des Gemeinderats allein hätte für eine nachvollziehbare Vorprüfung nicht ausgereicht. Das Einholen und prüfen der Auskünfte war mit grossem Aufwand verbunden. In Zukunft akzeptiert die GPK einen solchen Zeitaufwand für Abklärungen nicht mehr. Die GPK empfiehlt das Geschäft nun zwar zur Annahme, kommt aber nach eingehender Prüfung zum Schluss, dass sich die Lage anders präsentiert als im Bericht

dargestellt. Der Antrag des Gemeinderats ist korrekt, aber in weiten Teilen nicht vollständig und nicht korrekt begründet.

Die Überwachung des rollenden Verkehrs ist seit der Schaffung der Einheitspolizei vor über zehn Jahren Aufgabe der Kantonspolizei. Gemäss dem kantonalen Polizeigesetz (PolG; BSG 551.1) können Gemeinden im Rahmen des Ressourcenvertrags mit dem Kanton an sicherheitsrelevanten Standorten auf eigene Kosten unbeaufsichtigte stationäre Geschwindigkeits- und Rotlichtüberwachungsanlagen betreiben, Bussen erheben und Anzeigen erstatten. Die Stadt Biel nimmt diese Aufgabe im Rahmen des erwähnten Ressourcenvertrags wahr. Zur Erhöhung der Verkehrssicherheit wird bestimmt, wo Geschwindigkeit und Lichtsignalanlagen überwacht werden. Im vorliegenden Geschäft geht es um die Busseneinnahmen. Um die Zahlen richtig interpretieren zu können, ist zu berücksichtigen, dass die im Bericht angegebenen Einnahmen als Bruttoeinnahmen zu betrachten sind. Davon müssen einerseits der Personal- und Sachaufwand der Stadtverwaltung abgezogen werden, der über die letzten Jahre hinweg zwischen CHF 750'000 bis CHF 911'000 jährlich betrug. Andererseits muss die Stadtverwaltung die Aufwendungen für gerichtspolizeiliche Leistungen beim Kanton einkaufen, was einem zusätzlichen Abzug von etwas über CHF 2 Mio. entspricht. Gemeinden, welche zum Zeitpunkt der Einführung der Einheitspolizei einen Ressourcenvertrag abgeschlossen hatten, wird der durchschnittliche Bussenertrag der mobilen Verkehrskontrollen der letzten fünf Jahre gutgeschrieben. Für die Stadt Biel entspricht dies einer jährlichen Gutschrift von CHF 380'000. Zusammengefasst müssen also von den angegebenen Brutto-Busseneinnahmen circa CHF 2,5 Mio. abgezogen werden, um auf die Nettoeinnahmen der Stadt Biel zu kommen. Gemäss der auf Seite 2 des Berichts aufgeführten Zahlen ist ab 2018 ein Minus entstanden, weil die Busseneinnahmen seit diesem Jahr rückläufig sind. Bis zu diesem Zeitpunkt konnte die Stadtverwaltung bestimmen, wo der Verkehr überwacht wird und mit den Busseneinnahmen eine schwarze Null erreichen. Es handelt sich um einige wenige hunderttausend Franken pro Jahr, die im Verhältnis zum Budget des Gesamthaushalts im Promillebereich liegen. Seither verschlechtern sich aber die Busseneinnahmen jedes Jahr. In einigen Jahren dürfte ein Minus von CHF 1 Mio. jährlich erreicht werden. Der Handlungsbedarf nimmt somit rasch zu. Richtigerweise hat der Gemeinderat deshalb Massnahmen geprüft und dem Stadtrat einen Lösungsvorschlag vorgelegt.

Die Lösung besteht darin, sechs zusätzliche Kameras einzurichten und mit technischen Verbesserungen deren Effizienz zu steigern und die Kosten zu senken. Damit soll in den nächsten Jahren wieder eine schwarze Null erreicht werden. Das löst das Problem zwar nicht, verschafft aber doch ein wenig Luft. Der Gemeinderat schreibt in seinem Bericht korrekterweise, dass die Entwicklung im Bereich der Verkehrsüberwachung beobachtet und die nötigen Massnahmen zeitgerecht geplant werden müssen. Auf Nachfrage antwortete die zuständige Direktion, dass in zwei Jahren erneut eine Analyse vorgenommen und dann allenfalls die Strategie neu definiert werden muss. Die GPK kommt nach Prüfung aller Informationen ebenfalls zu diesem Schluss. Für welche Strategie sich der Gemeinderat entscheiden wird, ist eine politische Frage. Er sollte aber berücksichtigen, dass der Rückgang der Busseneinnahmen zu einem grossen Teil mit den verkehrspolitischen Massnahmen zusammenhängt. Verkehrsberuhigungsmassnahmen, die zu weniger Übertretungen führen, sind wünschenswert, tragen aber auch dazu bei, dass die Busseneinnahmen sinken. Zum Schluss hält die GPK fest, dass die Begründung nicht nachvollziehbar ist, dass mit den vorgeschlagenen Massnahmen das im Bericht erwähnte NHS-Ziel einer nachhaltigen

Haushaltsanierung erreicht werde. Mit dem Ausbau der Überwachung des rollenden Verkehrs sollen gemäss NHS wiederkehrende Einnahmen von netto CHF 365'000 pro Jahr generiert werden. Im Bericht sind Mehrerträge von durchschnittlich CHF 567'000 pro Jahr erwähnt. Das erscheint zwar höher als das NHS-Ziel, wobei aber nicht berücksichtigt wird, dass die Busseneinnahmen in den letzten Jahren laufend gesunken sind. Die Zusatzeinnahmen kompensieren lediglich einen Teil der rückläufigen Busseneinnahmen. Gegenüber dem Referenzjahr 2014 sind bis heute nur Mindereinnahmen zu verzeichnen. Damit wird das NHS-Ziel nicht erreicht, weshalb aus Sicht der GPK diese Begründung für die Anschaffung der zusätzlichen Kameras nicht korrekt ist. Es geht nicht um die Erfüllung des NHS-Ziels, sondern darum, dass die Stadtverwaltung mit der Geschwindigkeitsüberwachung und Lichtsignalanlagen kein Geld verliert.

Vlaiculescu Christiane, au nom du Groupe PSR: Le rapport du Conseil municipal a été vivement discuté lors de notre séance de groupe. Malgré le fait que nous avons décidé de suivre l'avis du Conseil municipal, plusieurs membres de du Groupe PSR restent insatisfaits du rapport. Il est dit que les amendes d'ordre sont en recul cette année, en raison de leur impact didactique (p. 2 du rapport). Cela laisserait à penser que les automobilistes font attention. Toutefois, il est aussi dit en cette même page que si la diminution des recettes se poursuit, le résultat d'exploitation sera bientôt dans les chiffres rouges. L'achat proposé d'installations fixes qui ne doivent plus être relevées manuellement du fait que les données sont transmises en ligne, permettra d'accroître les rentrées d'argent. C'est du reste ce qu'attend le département qui prévoit cet achat. Est-ce bien comme cela que l'on traite les problèmes de circulation? Est-ce que cet investissement peut se justifier ainsi? Il y a d'autres problèmes récurrents qui ne seront pas améliorés par ces caméras comme, par exemple, les rodéos routiers ou les nuisances sonores. Et qu'en est-il de la protection des données et du risque de piratage? Au vu de ce qui précède, notre groupe ne s'oppose pas à cette demande de crédit, mais s'abstient en partie.

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ hat den vorliegenden Bericht mit grossem Interesse gelesen. Wir waren aber milde gesagt erstaunt über die mageren Ergebnisse. Das hätte effizienter gehen können. Wie bereits von der GPK erwähnt, wurden relevante Informationen im Bericht nicht erwähnt oder nicht richtig ausgeführt. In Zukunft wird die Fraktion GLP+ die Abtraktandierung solcher Geschäfte unterstützen. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind aber inhaltlich sinnvoll, und die Fraktion GLP+ wird deshalb dem vorliegenden Verpflichtungskredit zustimmen.

Epper Bettina, Fraktion Grüne: Mit der Anschaffung von sechs zusätzlichen Kameras für die Überwachung von Geschwindigkeit und Rotlichtern sollen die Busseneinnahmen erhöht werden. Der Bericht des Gemeinderats liess viele Fragen offen, und ich danke der Direktion DSS für deren zwischenzeitlich erfolgte Beantwortung. Es ist keine Frage, dass etwas getan werden muss. Die Busseneinnahmen aus der Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachung sinken kontinuierlich. Um die Einnahmen zu erhöhen, hat der Gemeinderat verschiedene Varianten geprüft. Die Variante mit sechs neuen Kameras hat in der Prüfung das beste Kosten-/Nutzenverhältnis erreicht. Allerdings werden trotz dieser Anschaffung die Einnahmen weiter sinken. Schon bald wird es deshalb neuen Handlungsbedarf geben. Nebst einer erneuten Prüfung ist grundsätzlich zu überlegen, wie stark sich die DSS noch auf Busseneinnahmen abstützen soll. Das Ziel ist und muss weiterhin sein, die Verkehrssicherheit zu erhöhen, was unweigerlich zu weniger Bussen führt. Der

Fraktion Grüne ist auch nach wie vor nicht klar, was die Busseneinnahmen mit der Erfüllung der NHS-Ziele zu tun haben sollen. Die Fraktion wird dem Geschäft trotzdem zustimmen.

Francescutto Luca, au nom du Groupe UCD/Les Confédérés: Nous ne nous opposons pas au projet d'achat de caméra de surveillance du trafic, mais à la surveillance de la vitesse par ce moyen. Les caméras installées sur des tronçons sans intersections mesurent la vitesse uniquement. Dans les carrefours, les caméras nouvellement installées doivent uniquement contrôler le respect de la signalisation lumineuse. Comme mentionné dans le rapport, la diminution des infractions est évidente depuis plusieurs années. Vu cette régression, il est inutile de vouloir être plus répressif qu'aujourd'hui. Il est aussi évident que le but du projet est d'augmenter les recettes et non de prévenir les accidents. La prévention n'a ici plus aucun sens. Le Groupe UDC/Les Confédérés n'est pas contre l'achat de caméras de surveillance supplémentaire, mais elles doivent uniquement contrôler le respect des feux lumineux et non pas la vitesse. Je me répète, mais les chiffres de ces dernières années sont clairs: il y a eu, entre 2020 et 2014, une baisse des recettes liées aux amendes d'ordre de presque 1 mio. fr. Il est triste que dans tout ce projet, on ne parle pas de la prévention et de son effet positif sur la nette diminution des infractions. On s'offusque juste sur le fait que le budget des amendes a plongé. Je ne pense pas que cela corresponde à l'idée de base. Il est vrai que les recettes faites sur les amendes d'ordre financent d'autres projets, mais de là à vouloir absolument intensifier les contrôles uniquement pour augmenter les revenus n'est pas acceptable. Lorsqu'on dit que la police place des radars uniquement pour faire du fric – et bien, cette absurdité prend tout son sens ici. Les contrôles de vitesses et autres doivent servir de prévention. Il ne faut pas augmenter les contrôles en cas de baisses d'infractions. Une fois de plus, l'automobiliste est encore un peu plus pénalisé. Le Groupe UDC/Les Confédérés rejette le projet actuel.

Heiniger Peter, Fraktion Einfach libres!: Die armen Autofahrenden sind die Milchkühe der Nation. Die Verkehrsoffer werden kaum erwähnt. Die Fraktion Einfach libres! wird dem Geschäft mit einigen kritischen Anmerkungen zustimmen. Warum wurden keine Occasion-Kameras gekauft? Im Bericht wird erwähnt, dass diese Variante geprüft wurde, das Prüfergebnis wird aber nicht aufgeführt. Die GPK hat bereits festgehalten, dass die Informationen im Bericht unvollständig sind. Grundsätzlich ist es begrüssenswert, wenn weniger Bussen verteilt werden müssen. Das bedeutet, dass weniger Verkehrsübertretungen stattgefunden haben. Es genügt aber nicht, einfach nur Ampeln zu installieren. Begleitend sollten Massnahmen zur Verkehrsberuhigung ergriffen werden, etwa bei Schulhäusern, Kitas und Altersheimen. Das Ziel muss die Vermeidung von Verkehrsunfällen sein. Im Bericht werden aus meiner Sicht die zu kompensierenden wegbrechenden Einnahmen unglaublich stark gewichtet und verkehrsberuhigende Massnahmen nur am Rand erwähnt. Die erfassten Daten aus den Kontrollen sollen in das Verkehrsmonitoring einfließen. Ich gehe davon aus, dass der Datenschutz eingehalten wird.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP: Gestützt auf die Abklärungen der GPK kann die Fraktion FDP dem vorliegenden Geschäft zustimmen. Die Verkehrssicherheit steht im Zentrum. Gleichzeitig geht es darum, Geld zu verdienen beziehungsweise nicht zu verlieren. Die Stadt Biel kann nicht frei bestimmen, wo sie ihre Kontrollen vornimmt, denn sie braucht dazu eine Bewilligung vom Kanton. Damit soll verhindert werden, dass «Geldmacherei» zulasten der Autofahrenden betrieben wird. Es gilt, Unfälle und

Verkehrsübertretungen zu vermeiden. Mit mehr Überwachungskameras werden jedoch auch mehr Übertretungen festgehalten. Die Veröffentlichung der Ergebnisse aus der Überwachung haben durchaus präventiven Charakter. Die Leute gehen davon aus, dass sie bei Verkehrsübertretungen erwischt werden und halten sich deshalb an die Regeln. NHS ist nicht nur ein reines Sparprogramm; es sollen damit auch Mehreinnahmen generiert werden. Leider wurden zahlreiche der vorgeschlagenen Massnahmen nicht umgesetzt. Im Bericht des Gemeinderats wird eine externe Untersuchung erwähnt. Stimmt es, dass diese CHF 85'000 gekostet hat? Warum sind die Kosten dieser externen Untersuchung im Bericht nicht erwähnt und auch nicht Teil des vorliegenden Verpflichtungskredits?

Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO wird dem Geschäft zustimmen. Sie fragte sich, warum die Busseneinnahmen rückläufig sind. Wahrscheinlich sind die Standorte der Überwachungskameras immer mehr Leuten bekannt und die Verkehrsteilnehmenden verhalten sich dort entsprechend vorsichtig. Es wäre deshalb vielleicht sinnvoll, neue Standorte bewilligen zu lassen. Im Bericht steht, dass dies abgeklärt wurde, der Kanton dies aber nicht wollte. Die Fraktion SP/JUSO wünscht, dass darüber weiter verhandelt und darauf bestanden wird. Im Bericht ist nicht ersichtlich, was diesbezüglich unternommen wurde.

Scherrer Jürg, SVP: Zu meiner Zeit als Bieler Polizeidirektor wurde mir vorgeworfen, die im Budget vorgegebenen Zielwerte nicht zu erreichen. Ich gab dann jeweils zur Antwort, dass es nicht statthaft ist, die Finanzen mit Verkehrsbussen zu sanieren. Aus diesem Grund lehne ich das vorliegende Geschäft ab. Kontrollen sind unbestrittenermassen notwendig. Ohne Kontrollen herrscht im Verkehr der wilde Westen. Ich bezweifle allerdings, dass die Einnahmen mit zusätzlichen Kameras wesentlich höher sein werden. Die Rotlicht- und Geschwindigkeitskameras sind schon von weitem sichtbar. Biel ist bekannt dafür, dass praktisch an jeder Verkehrsampel eine Kamera steht. Mit der Rotlichtüberwachung habe ich weniger Probleme als mit der Geschwindigkeitsüberwachung auf geraden, gut einsehbaren Strecken. Dort ist es bloss Abzockerei. Bei der Rotlichtüberwachung verhält es sich anders. Wer ein Rotlicht überfährt, kann mit einem anderen Fahrzeug kollidieren. Beide Sachverhalte sind im vorliegenden Geschäft jedoch miteinander verknüpft, weil sie der Sanierung der Finanzen dienen sollen.

Francescutto Luca, UDC: Dans ma carrière de policier, je me suis toujours énérvé de devoir faire des contrôles de vitesse. Lorsque des radars étaient placés devant des écoles ou dans des zones 30 km/h, cela ne posait pas de problème, car c'était un vrai atout pour la sécurité. Toutefois, les radars cachés dans des containers ou sous des couvertures pour choper l'automobiliste inattentif (ce qui n'est heureusement pas pratiqué en Suisse) m'ont toujours énérvé au plus haut point. Que va penser le biennois qui lira demain dans le journal le titre suivant «Pour remplir les caisses de la Ville de Bienne, on ajoute des radars»? On ne s'occupe même pas d'un problème de sécurité, mais juste des caisses de la Ville. À mon avis, c'est honteux de choisir cette solution. Ce n'est pas comme cela qu'on fait du travail de police et de prévention. En agissant ainsi, on énérvé juste les automobilistes et nos concitoyens. Je vous demande donc de bien réfléchir et de rejeter ce projet.

Augsburger-Brom Dana, Passerelle: Sämtliche Fraktionen und auch die GPK stellten sich wahrscheinlich die Frage, ob die Anschaffung der Überwachungskameras eine NHS-Massnahme ist oder aber zur verbesserten Verkehrssicherheit beitragen

soll. Im Bericht des Gemeinderats wird erwähnt, dass es sich grundsätzlich um eine NHS-Massnahme handelt. Bei der damaligen Diskussion um die NHS-Massnahmen ging es vor allem um Ausgabenkürzungen. Seinerzeit wurden aber vom Gemeinderat auch Massnahmen für Mehreinnahmen vorgeschlagen. Ich hoffe, dass mit dem vorliegenden Verpflichtungskredit gleich zwei Fliegen mit einer Klappe geschlagen werden. Mit der NHS-Massnahme entstehen hoffentlich auch positive Effekte zur Erhöhung der Verkehrssicherheit. Aus diesem Grund werde ich dem vorliegenden Geschäft zustimmen.

Wächter Olivier, UDC: Je vais être très bref pour abonder dans le sens des Messieurs Scherrer et Francescutto. J'ai lu dans le rapport que le rejet de ce dossier aurait pour conséquence la baisse des recettes de la Ville. Je suppose que c'est une erreur d'avoir écrit cela sous cette forme. La conséquence de cette erreur, même si je peux la comprendre, est que cette demande de crédit va être rejetée. Le but d'un radar est de faire de la prévention et non pas de l'argent. Ce principe de prévention a trop été oublié dans ce dossier. Si on me dit que, dans la Ville de Bienne, il y a moins d'accident et d'infraction, je suis le premier content, même si les finances en pâtissent. Je vais donc rejeter le projet.

Wiederkehr Martin, SP: Die Bemerkung von schikanösen Geschwindigkeitskontrollen ist gefallen. Die Rotlichtkontrollen können die Vertreter der SVP nachvollziehen, denn sie erhöhen die Sicherheit. Ich hingegen halte fest, dass zu schnelles Fahren die Anwohnenden schikaniert, denn an jeder Strasse auf städtischem Gebiet wohnen und leben Menschen.

Bohnenblust Peter, FDP: Diejenigen unter Ihnen, welche den vorliegenden Verpflichtungskredit ablehnen, müssten konsequenterweise einen Vorstoss einreichen, um die Geschwindigkeitskontrollen wieder dem Kanton zu überlassen. Ich selber bin kürzlich für eine Geschwindigkeitsübertretung von 1km/h an der Bruggstrasse mit CHF 40 gebüsst worden. Künftig werde ich dort besonders gut aufpassen. Auch kleine Bussen haben also durchaus eine Wirkung.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Der Gemeinderat hat in keiner Weise beabsichtigt oder den Beschluss gefasst, Akten zurückzuhalten. Dass die GPK nicht über alle notwendigen Unterlagen verfügte, tut mir leid. Ich bin aber froh, dass die Fragen schlussendlich weitgehend zufriedenstellend geklärt werden konnten. Der Gemeinderat beabsichtigt stets, dem Stadtrat alle Informationen zur Verfügung zu stellen ohne ihm umgekehrt allzu ausführliche Berichte zuzumuten. Ich muss feststellen, dass uns die Balance im vorliegenden Fall nicht gelungen ist. Die vom Gemeinderat seinerzeit vorgeschlagene NHS-Massnahme sah eine Erhöhung der Anzahl von Überwachungskameras vor. Dieses Vorhaben wurde damals vom Stadtrat genehmigt. Der Gemeinderat hat anschliessend durch GSI Consulting eine Analyse vornehmen lassen, die CHF 80'000 gekostet hat. Dieser Betrag ist im vorliegenden Verpflichtungskredit nicht enthalten, weil der Gemeinderat der Ansicht ist, dass es sich um zwei verschiedene Projekte handelt, nämlich um eine Strategieberatung einerseits und ein Beschaffungsprojekt andererseits. Es war keineswegs beabsichtigt, die Kompetenzen des Stadtrats zu umgehen. Massnahmen zur Verkehrsberuhigung sind nicht Gegenstand der NHS; die Direktion Bau, Energie und Umwelt reicht unabhängig davon immer wieder Projekte zur Verkehrsberuhigung ein. Obwohl die NHS-Massnahmen finanztechnischer Natur sind, kann damit ein weiterer Effekt erzielt und die Verkehrssicherheit in der Stadt Biel verbessert werden. Darüber hinaus verbessert

sich auch die Lebensqualität der Bewohnenden. Die Entwicklung der Situation wird fortlaufend beobachtet und verschiedene Optionen werden zeitnah überprüft. Auch eine Rückübertragung der Aufgabe an den Kanton ist nicht ausgeschlossen.

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: Monsieur le Conseiller municipal, je reviens sur le fait que le Conseil municipal n'aurait pas, contrairement à ce qu'affirme la CDG, pris de décision concernant les documents à soumettre au Conseil de ville. La décision à laquelle se réfère la CDG est celle prise par le Conseil municipal d'adopter, en date du 27 janvier 2021, la directive sur les documents liés aux affaires destinées au Conseil de ville (1.5.1-1.3). L'article 2, alinéa 1 lettre c dit que les documents au Conseil de ville concernant les affaires dans son domaine comprennent au moins tous les documents essentiels à la prise de décision du Conseil de ville à propos de l'affaire qui lui est soumise, tels que plans de projets, rapports officiels, expertises et décisions d'autres autorités, pour autant qu'aucun motif juridique impérieux ne s'oppose à la publication des documents. C'est là qu'il y a un problème à distinguer entre ce qui doit être publié et ce qui est à donner à la commission de gestion. Cela fonde aussi l'obligation de fournir ce qui est demandé.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich möchte der laufenden Diskussion über den Informationsaustausch zwischen Gemeinderat und GPK nicht vorgreifen. Der Gemeinderat hat heute Morgen über dieses Thema diskutiert und wird auf die GPK zukommen. Ich bin überzeugt, dass eine Lösung gefunden wird.

Scheuss Urs, Grüne: Wenn ich die Ausführungen des Direktors DSS richtig verstanden habe, wurde die NHS-Massnahme dem Stadtrat etwas vorschnell vorgelegt. Erst im Nachhinein stellte sich heraus, dass sich diese Massnahme nicht wie beabsichtigt umsetzen lässt. Mit den zusätzlichen Kameras soll jetzt verhindert werden, dass noch mehr Gelder abfliessen. Mir ist nun der Zusammenhang mit den NHS-Massnahmen klar.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 03.03.2021, gestützt auf Art. 39 Abs. 1 Bst. a der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

1. Das Projekt betreffend «Rotlicht- und Geschwindigkeitsüberwachung / Anschaffung zusätzlicher Kameras / Verpflichtungskredit Nr. 32450.0002» wird genehmigt und dafür ein Verpflichtungskredit von CHF 365'000.00 bewilligt.
2. Eventuelle Kreditüberschreitungen, die auf teuerungsbedingte Mehraufwendungen und allfällige Änderungen des Mehrwertsteuersatzes zurückzuführen sind, gelten als genehmigt.
3. Mit dem Vollzug wird der Gemeinderat beauftragt. Er wird ermächtigt, notwendige oder zweckmässige Projektänderungen vorzunehmen, die den Gesamtcharakter des Projektes nicht verändern. Der Gemeinderat kann die Kompetenz an die zuständige Direktion delegieren.

87. 20210058 Erneuerung des Kunstrasenfelds «Drahtwerk III» im Längfeld 2 / Verpflichtungskredit

Zumstein Joël, GPK: Der Kunstrasen im Längfeld 2 ist bereits 21 Jahre alt und hat die erwartete Lebensdauer von 10 Jahren bereits um 11 Jahre überschritten. Eine Erneuerung drängt sich auch aufgrund der massiven Mängel auf: Auf der Kunstrasenoberfläche sind Lücken entstanden, die für die SportlerInnen ein Verletzungsrisiko bergen. Das Spielfeld wird wöchentlich von weit über 20 Junioren- und Aktivsportteams genutzt. Der bestehende Kunstrasen ist ein Modell der ersten Generation, dessen Quarzsandunterlage jährlich neu aufgefüllt werden muss. Neben der Umweltbelastung fallen damit auch hohe Kosten an. Beim neuen Kunstrasen ohne Quarzsandunterlage entfällt der jährliche Unterhalt, und die Umgebung wird nicht durch verstreuten Quarzsand belastet. Darüber hinaus soll die bestehende Beleuchtung durch eine LED-Beleuchtung ersetzt und eine Bewässerungsanlage sowie auf der Nordseite Sitzgelegenheiten für Zuschauende installiert werden. Warum eine Bewässerungsanlage für Kunstrasen? Im Sommer kann sich der Kunstrasenbelag bis auf 70 Grad erhitzen. Die Bewässerungsanlage dient dazu, den Belag zu kühlen und dadurch nutzbar zu erhalten. Die Arbeiten sollen 2022 beginnen, die Inbetriebnahme der neuen Anlage ist für den Sommer 2022 geplant. Es wurde die Variante geprüft, den Kunstrasen mit einer Granulatverfüllung zu erneuern. Diese Variante wurde aber aus Kosten- und auch Umweltschutzgründen abgelehnt. Ausserdem wurde die Option eines Naturrasens geprüft. Aufgrund der intensiven Nutzung des Sportfeldes kommt ein solcher jedoch nicht in Frage. Der Rasen könnte weder das ganze Jahr über noch bei starken Regenfällen genutzt werden. Eine Aufhebung respektive Schliessung des Spielfeldes wurde nicht näher geprüft. Die übrigen Spielfelder in der Stadt sind bereits alle stark ausgelastet. Im Bericht nicht erwähnt wurde, dass das Kunstrasenfeld aus verschiedenen Schichten besteht. Es gibt eine Unterschicht, eine elastische Zwischenschicht und eine Oberschicht. Sportexperten weisen darauf hin, dass die Unterschicht nicht zwingend ersetzt werden muss. Auf Nachfrage bei der zuständigen Direktion wurde mir mitgeteilt, dass die Unterschicht nicht überprüft wurde. Es wird aber davon ausgegangen, dass diese nicht ersetzt werden muss, da keine Absenkungen festgestellt wurden. Eine kurze Internetrecherche ergab folgende Resultate: 2019 hat der Stadtrat von Opfikon einen Verpflichtungskredit über CHF 420'000 für die Erneuerung eines Kunstrasenfeldes gesprochen. Die Gemeinde Rapperswil-Jona hat einen Betrag von CHF 500'000 für denselben Verwendungszweck zurückgestellt. Auf Nachfrage beim Gemeinderat bezüglich des Kostenunterschieds wurde mir mitgeteilt, dass über die beiden erwähnten Projekte keine Details bekannt sind und diese nicht vergleichbar wären. Die Höhe des Verpflichtungskredits basiert auf bisherigen Erfahrungsgrundlagen. Diese Antwort ist ziemlich ernüchternd, denn es hätten durchaus auch Informationen zu vergleichbaren Projekten eingeholt werden können. Die GPK empfiehlt trotzdem, den vorliegenden Verpflichtungskredit über CHF 1 Mio. zu genehmigen.

Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!: Die Erneuerung des Kunstrasens ist offensichtlich notwendig und unbestritten. Die Sportvereine sind auf dieses Spielfeld angewiesen. Damit ist auch die Förderung des Breitensports für Jugendliche gesichert. Für die Fraktion Einfach libres! ist das vorliegende Projekt aus ökologischer Sicht nicht optimal. Ein Kunstrasen bleibt eine verdichtete Fläche und ist alles andere als nachhaltig. Die Umstellung auf LED-Beleuchtung erachtet die Fraktion Einfach libres! hingegen als erfreulich. Die Kosten für die wetterfesten Sitzgelegenheiten für Zuschauende sind im Budget nicht ersichtlich. Kann die zuständige Direktorin hier

Klarheit verschaffen? Wie bei anderen Bauprojekten waren wir auch hier von der Höhe der Kosten überrascht. Aufgrund des unbestrittenen Bedarfs und weil es sich um eine Erneuerung handelt, erachten wir diese Investition jedoch als gerechtfertigt. Die Fraktion Einfach libres! wird dem Verpflichtungskredit zustimmen.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP/JUSO: Der GPK-Sprecher hat das Wesentliche bereits gesagt. Die SportlerInnen, die das Feld nutzen, werden dem Stadtrat für dessen Zustimmung zum Verpflichtungskredit dankbar sein. Die Erneuerung des Kunstrasens ist dringend nötig und die Fraktion SP/JUSO wird dem vorliegenden Geschäft zustimmen. Die ökologische Frage wurde auch in unserer Fraktion diskutiert. Ich persönlich bedaure, dass der ökologische Aspekt im Bericht nicht höher gewichtet wird. Die Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW) hat 2020 den Bericht «Ökobilanzierung von Rasensportfeldern: Natur-, Kunststoff- und Hybridrasen der Stadt Zürich im Vergleich» (Itten R., Glauser L., Stucki M.) veröffentlicht. Einerseits führt Naturrasen mit oder ohne Drainageschicht bei der Erstellung zu einer geringeren Umweltbelastung als Kunstrasen. Aber: *«Während des Betriebs sind die Umweltauswirkungen bei Natur- und Hybridrasen im Vergleich zu Kunststoffrasen deutlich höher, insbesondere im Hinblick auf die Eutrophierung, da die Herstellung des erforderlichen Mineraldüngers energieintensiv ist und die Emissionen bei seiner Ausbringung eine stark eutrophierende Wirkung haben. Der wichtigste Faktor für die Umweltauswirkungen ist jedoch die jährliche Nutzungszeit.»* Das Spielfeld muss ganzjährig genutzt werden können. Schlussendlich spricht also auch der ökologische Aspekt für Kunstrasen.

Wächter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Notre groupe remercie les personnes qui ont travaillé sur ce rapport et profite de cette occasion pour remercier toutes les personnes qui travaillent sur les rapports qui nous sont présentés. Le sujet qui nous concerne est un gazon synthétique en très mauvais état qui peut engendrer – ou qui a déjà engendré – des blessures. Ce nouveau gazon synthétique est utilisé par plusieurs clubs de football ou de football américain. Dans le cadre des travaux, l'éclairage actuel sera remplacé par un système LED et un système d'arrosage automatique sera mis en place. Ceci nous paraît une évidence, même dans les temps actuels. De nouveaux matériaux nous sont proposés qui représentent un avantage économique indéniable sur le long terme. Par contre, notre Groupe a quelques petites critiques à émettre sur le rapport. En effet, nous sommes étonnés que l'analyse de la sous-couche existante n'ait pas été plus poussée. Le Conseil municipal part du principe que cette dernière est toujours utilisable, mais il n'en a pas la certitude. Que se passera-t-il si tel n'est pas le cas ? Pour le côté positif, nous avons apprécié les propositions de variantes étudiées qui permettent de confirmer sans hésiter le choix du gazon synthétique. Pour revenir aux coûts d'investissements, nous aurions souhaité un comparatif avec d'autres cas existants en Suisse. Pour le Groupe UDC/Les Confédérés, il est évident que ces petits bémols ne justifient pas le refus de cette demande de crédit indispensable. Nous soutenons les propositions du Conseil municipal et vous invitons à en faire de même.

Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP: Im vorliegenden Bericht des Gemeinderats geht es um den Ersatz des Kunstrasens, welcher mittlerweile 21 Jahre alt ist. Der Belag ist buchstäblich «abgegrast» und muss ersetzt werden. Der Platz wird von zahlreichen Sportvereinen täglich genutzt. Bref, die Fraktion FDP stimmt dem Verpflichtungskredit ohne grosse Diskussion zu. Herr Wiederkehr hat den ökologischen Aspekt dieses Geschäfts ausführlich dargelegt.

Briechele Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ wird dem vorliegenden Verpflichtungskredit zustimmen. Der Bedarf ist ausreichend ausgewiesen und der Ersatz des Kunstrasens dringend nötig. Seit ich im Stadtrat bin, ist es das dritte Geschäft, das den Ersatz von Kunstrasen betrifft; die Kunstrasen der Sportplätze Linde und Champagne wurden bereits ersetzt. Der Vergleich aller drei Projekte ist spannend und aus Sicht der Fraktion GLP+ auch erfreulich. Bei den Kosten der drei Bieler Projekte ist ein Fortschritt sichtbar. 2016 kostete der Ersatz des Kunstrasens knapp CHF 700'000, 2019 waren es noch CHF 600'000 und heute CHF 400'000. Offensichtlich ist der Kunstrasen-Markt in Bewegung oder aber die Stadtverwaltung hat bei der Beschaffung dazu gelernt. 2016 war der Kunstrasenplatz der Stadt Biel im Vergleich mit anderen Gemeinden der Teuerste. Ein Aspekt wurde aber noch nicht angesprochen, nämlich die Mitbeteiligung der nutzniessenden Vereine. In anderen Gemeinden ist es üblich, dass die Vereine sich mit Eigenleistungen, Arbeiten oder allenfalls einem finanziellen Beitrag beteiligen. 2016 war sich der Stadtrat darüber einig, dass sich die Vereine, die von der Infrastruktur profitieren, einbringen sollen; auch andere Vereine bezahlen ihre Infrastruktur mit eigenen Mitteln. Unbestritten ist, dass die Sportvereine wertvolle Integrationsarbeit leisten und Identität stiften. Es ist auch selbstverständlich eine städtische Aufgabe, Sportplätze zu betreiben. Eine Beteiligung der Vereine wäre jedoch angemessen. Die Baudirektorin hat diesen Vorschlag im Jahr 2016 wohlwollend aufgenommen. Hat die Stadtverwaltung inzwischen Überlegungen dazu angestellt?

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne hat sich zum Ersatz des Kunstrasens viele Gedanken gemacht. Können wir als Grüne für Kunstrasen sein? Dieser braucht sehr viel Wasser und ist nicht ideal für das Mikroklima der Stadt. Bei verfülltem Rasen kommt hinzu, dass das Granulat in der Umwelt freigesetzt wird. Ein Naturrasen ist jedoch auch keine natürliche Oase. Schliesslich überzeugte die Fraktion Grüne, dass mit Kunstrasen eine intensive Nutzung des Sportfeldes ermöglicht wird. Und es wurde uns auf Nachfrage bestätigt, dass das «Drahtwerk III» tatsächlich von zahlreichen Vereinen intensiv genutzt wird. Die Wahl eines unverfüllten Rasens begrüsst die Fraktion Grüne. Mittlerweile entspricht die Qualität von unverfülltem Kunstrasen derjenigen von verfülltem. Alternativ könnte der Kunstrasen mit Korkpartikeln verfüllt werden. Diese Variante würde jedoch viel mehr Unterhaltsarbeiten beanspruchen. Ausserdem fallen damit Mehrkosten an und die Korkfüllung ist ökologisch auch nicht optimal. Wir hoffen, dass der neue Kunstrasen möglichst lange hält und allen Mädchen, Jungen, Frauen und Männern auch in der kalten Jahreszeit zugänglich ist. Apropos Frauen und Mädchen: Die Fraktion Grüne hält fest, dass mit dem Spielfeld am Längfeld 2 in eine Infrastruktur investiert wird, die hauptsächlich dem maskulinen Teil der sportlich aktiven Bevölkerung dient. Die Frage stellt sich, inwiefern längerfristig Mädchen und Buben gleichermassen von kostspieligen Infrastrukturprojekten im öffentlichen Raum profitieren? Die Fraktion Grüne wird dem Verpflichtungskredit zustimmen.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Je viens abonder dans le sens de tous les préopinants ou presque. C'est une affaire intéressante pour la Ville de Bienne. Il faut remplacer ce gazon qui a maintenant 21 ans, alors que sa durée de vie prévue était de 10 ans. La Ville de Bienne a besoin d'un certain nombre de gazons artificiels. Ce remplacement est combiné avec la construction de gradins et le remplacement de l'illumination qui améliorent la qualité de l'endroit. Je souhaite encore remercier la Commission de gestion pour les compléments d'information qu'elle nous a apportés et pour son travail en général.

Koller Levin, SP: Ich werde dem Geschäft ebenfalls zustimmen, bringe aber eine für mich wichtige Bemerkung an. Herr Briechle hat bereits erwähnt, dass 2016 auf dem Sportplatz im Lindenquartier der Kunstrasen ersetzt wurde. Vorher war der Platz für die Bevölkerung zugänglich und mit Fussballtoren ausgestattet. Nach der Erneuerung des Kunstrasens ist der Platz zwar weiterhin öffentlich, aber die Fussballtore sind nicht mehr zugänglich. Grundsätzlich kommen die Investitionen der gesamten Bevölkerung zugute. Ich erwarte, dass die Sportflächen und auch die Fussballtore öffentlich zugänglich sind.

Clauss Susanne, SP: Mit jeder Erneuerung von Kunstrasen auf Sportplätzen taucht die Frage der Ökologie auf. Herr Wiederkehr erwähnte die Studie der ZHAW. Die Studie wurde von der Stadt Zürich in Auftrag gegeben, um die Optimierung sämtlicher Rasenflächen der Stadt Zürich zu prüfen. Ich mache beliebt, dass die Stadt Biel dies ebenfalls tut. So einfach, wie Herr Wiederkehr es dargestellt hat, verhält es sich nicht. Die Nutzungsstunden der jeweiligen Rasenflächen spielen eine grosse Rolle. Ausser Kunstrasen und Naturrasen gibt es weitere Möglichkeiten: Verfüllung mit Kork, Naturrasen in Drainschichtbauweise, Hybridrasen mit armierter Rasentragschicht usw. Mir ist der Bericht des Gemeinderats zu oberflächlich. Die Erwähnung der Anzahl Vereine sagt nichts über die tatsächliche Stundennutzung aus. Über wie viele Kunstrasenfelder muss der Stadtrat noch beraten? Es wäre sinnvoll, eine detaillierte Gesamtschau zu veranlassen. Vielleicht würde sich eine Investition in moderne Technologie lohnen. Der Bericht des Gemeinderats fällt für mich nicht zufriedenstellend aus und ich werde mich der Stimme enthalten. Ich weiss, dass Sportplätze wichtig sind, und ich möchte die Vereine in keiner Weise behindern. Aus meiner Sicht fällt das Ergebnis für die hohen Kosten aber ein bisschen mager aus.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Das Wichtigste wurde bereits gesagt. Der Kunstrasen hat seine Lebensdauer weit überschritten und muss dringend ersetzt werden. Für die Nutzenden stellt er momentan ein Sicherheitsrisiko dar. Auf den ersten Blick mag der Betrag von CHF 1 Mio. hoch erscheinen. Es geht jedoch nicht allein um den Ersatz des Kunstrasens. Hinzu kommt der Ersatz der Beleuchtung mit LED, die Erneuerung der Bewässerungsanlage sowie Sitzplätze für die Zuschauenden. Der GPK-Sprecher hat dies bereits ausgeführt. Vergleiche mit anderen Städten sind oft schwierig, weil nicht genügend Informationen vorliegen. Herr Briechle hat erwähnt, dass bezüglich Kosten im Vergleich mit älteren Projekten der Stadt Biel eine Verbesserung erzielt werden konnte. Im Weiteren gilt es zu beachten, dass es sich beim vorliegenden Projekt um einen Kunstrasen für ein Spielfeld handelt, das sehr stark beansprucht wird. Umso wichtiger ist ein gutes Gleichgewicht zwischen den Ansprüchen der Nutzenden und den ökologischen Aspekten. Genauso wenig wie ein Kunstrasen ist auch ein Naturrasen nicht immer die beste Lösung. Ich bin aber überzeugt, dass Ihnen für das vorliegende Spielfeld die richtige Lösung vorgeschlagen wird. Der Sportplatz wird von vielen Vereinen genutzt. Es geht nicht nur um Sport, sondern auch um Integration. Diesbezüglich wird gerade in Sportvereinen sehr viel unternommen. Der Wirkungsgrad geht also über die Investition in einen Sportplatz hinaus.

Das von Herrn Rüber angesprochene Korkgranulat wurde geprüft. Bei starkem Regen würde das leichte Korkgranulat an die Ränder des Rasenfeldes gedrängt, wodurch ein hoher Unterhaltsaufwand anfallen würde. Viele Städte in der Schweiz setzen auf unverfüllten Kunstrasen. Der internationale Fussballverband FIFA (Fédération Internationale de Football Association) hat einige solche Produkte bereits zertifiziert.

Herr Briechele wies auf die Möglichkeit hin, die Vereine mit Eigenleistungen einzubeziehen. Für den Ersatz des Kunstrasens werden aber aufgrund der technischen Voraussetzungen ausschliesslich Fachkräfte benötigt. Was die zusätzlichen Arbeiten beispielsweise an der Tribüne betrifft, habe ich den Projektverantwortlichen aufgefordert, die Klubs soweit als möglich miteinzubeziehen. Frau Clauss, Sie haben angeregt, eine Analyse aller Sportplätze in der Stadt Biel vorzunehmen. Ausser den bereits erneuerten Plätzen existiert in der Stadt Biel nur noch der Platz in der Tissot-Arena. Dieser ist aber noch relativ neu.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je souhaite encore répondre à la question soulevée par Monsieur Rüber au sujet de la féminisation de l'utilisation de ces terrains de football. Je suis entièrement d'accord, il est important de rappeler que le football est un sport encore très masculin. J'ai passé des heures au bord des terrains de football avec mes trois garçons qui, déjà à l'époque, jouaient avec les filles. Je peux vous certifier qu'il y a également des filles intégrées aux équipes juniors qui jouent sur le terrain des Longchamps, car celui-ci est loué à une association d'intégration et son club qui s'appelle «*HappyFoot*». Ce club est ouvert aux filles et garçons. Il y a donc cette prise en considération. De plus, le mouvement sport et études de Bienne, en collaboration avec l'Association suisse de football, accueille la relève suisse féminine de football. Je voudrais confirmer qu'il est vraiment de la volonté du Conseil municipal, surtout en ces temps de pandémie, de rendre toutes les infrastructures publiques accessibles à toute la population. J'apprends à l'instant de Monsieur Koller que des buts qui avaient été mis à disposition de tous ne sont plus accessibles, et je vais vérifier cela afin d'en comprendre la raison. Sachez que nous comptons environ 1'400 locations par semaine des infrastructures scolaires et sportives. Il est souhaitable que davantage de groupes d'intérêt ou des personnes constituées en groupe puissent accéder et utiliser ces infrastructures, et non seulement les associations et les clubs. Notre direction réfléchit en ce moment à un processus pour favoriser cela. Nous reviendrons probablement aussi avec des propositions pour améliorer l'accès et la féminisation de l'utilisation des autres infrastructures de l'espace public.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel nach Kenntnisnahme des Berichts des Gemeinderates vom 24. Februar 2020, gestützt auf Art. 39 Abs.1 Bst. a der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1) **beschliesst:**

1. Für die Erneuerung des Kunstrasenfelds «Drahtwerk III» im Längfeld 2 wird ein Verpflichtungskredit von CHF 1'000'000 bewilligt.
2. Teuerungsbedingte Mehraufwendungen sowie Mehrkosten in Folge der Erhöhung des Mehrwertsteuersatzes gelten als genehmigt.
3. Mit dem Vollzug wird der Gemeinderat beauftragt. Er wird ermächtigt, notwendige und zweckmässige Projektänderungen, welche den Gesamtcharakter des Projektes nicht verändern, vorzunehmen. Der Gemeinderat wird ermächtigt, diese Kompetenz an die zuständige Direktion zu delegieren.

88. Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210146, Widmer Patrick, Fraktion SVP/Die Eidgenossen «Betrifft der Umweltschutz die Fahrenden nicht?»

Widmer Patrick, UDC: Je crois que, par le biais des médias, on est tous concernés par ce qui se passe avec les gens du voyage. Je suis atterré de voir ce qui se passe au niveau de l'environnement. En effet, derrière ces caravanes, il y a des travaux qui se font qui ne sont pas tout à fait corrects. On voit la pollution des sols et celle de l'air, alors qu'on veut développer la protection de l'environnement à Bienne. Il y a beaucoup de gens qui ne comprennent plus ce qui se passe et aussi beaucoup de réclamations à ce sujet, C'est bien la raison pour laquelle il faut agir rapidement.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

89. Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210147, Francescutto Luca, Fraktion SVP/Die Eidgenossen «Warum bleibt das Hallenbad im CTS weiterhin geschlossen?»

Francescutto Luca, UDC: Depuis que les mesures contre le Covid-19 diminuent, toutes les piscines publiques peuvent rouvrir – sauf la piscine du CTS Bienne. Cela fait plus de six mois qu'elle est fermée, et le CTS annonce qu'elle ne va pas rouvrir à cause de problèmes techniques. À mon avis, cela aurait pu être réglé durant la fermeture obligatoire.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

90. Begründung der Dringlichkeit der kleinen Anfrage 20210149, Wächter Olivier, SVP «Umgang mit Fahrenden auf dem Bieler Stadtgebiet»

Wächter Olivier, UDC: Je justifie l'urgence de ma question par le fait que les gens du voyage commencent leurs déplacements au printemps. Cette situation conflictuelle nécessite une réponse urgente aux interrogations de la population biennoise et aux inquiétudes des entreprises. Selon la presse de ces derniers jours, il semblerait que cette situation problématique incombe plutôt au département de Madame Steidle plutôt qu'à celui de Monsieur Feurer. Le Maire est d'ailleurs intervenu rapidement pour corriger le tir, et je l'en remercie. Vous l'aurez compris, tout n'est pas clair et afin d'éviter toute supputation dans la population biennoise, il est urgent de clarifier la question définitivement et d'éviter tout malentendu. Je vous prie donc d'accepter l'urgence.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

91. Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210144, Stolz Joseline, Fraktion PSR «Covid-19-Impfung: kommen Sie weder zu früh noch zu spät und buchen Sie frühzeitig einen Termin!»

Stolz Joseline, PSR: Depuis plus d'une année, le Covid-19 affecte la vie des biennoises et biennois. Les conséquences de la pandémie sont préoccupantes pour l'économie de notre Ville, mais aussi pour le monde de la culture et du sport et pour la cohésion sociale de la jeunesse et des aînées. La reprise de la vie économique au cours des prochains mois constitue un enjeu majeur pour Bienne. Le PSR a donc décidé de faire de ce thème une priorité, et diverses interventions parlementaires seront déposées au cours des prochains mois. Le postulat présenté ce soir est important et justifie que l'urgence soit votée à son sujet. En effet, la population doit pouvoir avoir accès aux centres de vaccination sans devoir attendre des semaines ou prendre rendez-vous ailleurs qu'en Ville de Bienne. Nous voyons actuellement que les centres ont de la peine à gérer le flux des personnes qui souhaitent se faire vacciner. Dans les prochaines semaines, toutes les doses nécessaires vont être disponibles et l'urgence de ce postulat ne devrait donc pas être discutée. En effet, le centre de Tavannes est déjà saturé. Je vous prie donc de bien vouloir accepter l'urgence de ce postulat.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

92. Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210143, Akamba Frederica, Fraktion PSR «Für die Bieler Bevölkerung attraktive und benutzerfreundliche öffentliche Räume im Sommer 2021 anbieten»

Akamba Frédérica, PSR: Nous avons tous été pris de cours par la pandémie, et toutes les manifestations qui se déroulent normalement en Ville ont dû déjà être annulées ou vont l'être prochainement. C'est pourquoi il semble assez urgent d'organiser quelques événements dans l'espace public, et c'est dans ce but que nous déposons cette intervention.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

93. Begründung der Dringlichkeit des Postulats 20210142, Vlaiculescu-Graf Christiane, Fraktion PSR «Kinder und Jugendliche sollen den Sommer in Biel geniessen können: Strandbad, Hallenbad und öffentlicher Verkehr!»

Vlaiculescu Christiane, PSR: L'urgence de cette intervention est évidente. Nous sommes en pleine pandémie. Il est donc évident qu'il faut agir maintenant et non dans une ou deux années.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

94. Begründung der Dringlichkeit der Interpellation 20210148, Torriani Latscha Isabelle, PSR «Auswirkungen der Covid-19-Krise auf die lokale Wirtschaft: Bilanz und Perspektiven»

Torriani Isabelle, PSR: Cette interpellation pose un certain nombre de questions sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur les commerces biennois et sur son économie. L'urgence vient du fait qu'en fonction des réponses que nous recevrons, des mesures devront peut-être être envisagées ou prises au plus vite. Je vous remercie d'accepter cette urgence.

Die Dringlichkeit wird gewährt.

Sitzungsunterbruch 20.30 Uhr – 21.00 Uhr.

95. 20210061 Haldenstrasse (Hermann-Lienhard-Strasse / Bözingenstrasse) / Kanalisationserneuerung / Verpflichtungskredit

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Ich gehe davon aus, dass die Behandlung des Verpflichtungskredits 20210061 Haldenstrasse (Hermann-Lienhard-Strasse / Bözingenstrasse) / Kanalisationserneuerung nicht allzu viel Zeit beansprucht und ziehe deshalb die Beratung dieses Geschäfts vor.

Tanner Anna, GPK: Für die Prüfung des vorliegenden Verpflichtungskredites standen der GPK ungewöhnlich wenig Unterlagen zur Verfügung. Auf Nachfrage bekam sie zur Antwort, dass die existierenden weiteren Unterlagen nur für Fachleute von Nutzen seien. Wie bereits eingangs in der GPK-Erklärung erwähnt, ist diese Antwort unbefriedigend. In der Zwischenzeit wurden die zusätzlichen Unterlagen nachgereicht. Die GPK interessierte beispielsweise, welcher Leistungserbringende mandatiert werden soll. Die GPK stellte ausserdem Fragen bezüglich der Baumaterialien, welche ebenfalls vom Gemeinderat beantwortet wurden. Die Abwasserleitungen an der Haldenstrasse müssen auf einem Abschnitt von ungefähr 630m erneuert und die Kontrollschächte saniert werden. Während der Bauarbeiten wird zudem kontrolliert, ob die Abwasserleitungen der angeschlossenen Liegenschaften die Gewässerschutzvorschriften einhalten; allenfalls mangelhafte Leitungen sind anschliessend auf Kosten der Grundeigentümerschaft zu sanieren. Die Notwendigkeit für die Kanalisationserneuerung ist aus Sicht der GPK gegeben. Die bestehende Leitung weist einen zu kleinen Durchmesser auf und deren baulicher Zustand ist mangelhaft bzw. Dichtigkeit ist nicht gewährleistet. Verschmutztes Abwasser könnte aus der Leitung austreten und unter Umständen zu einer Grundwasserverschmutzung führen. Ebenso könnten die angeschlossenen Liegenschaften von einem möglichen Rückstau des Abwassers betroffen sein. Die Kanalisationserneuerung soll mit der vom Energie Service Biel /Bienne (ESB) geplanten Ersatz der Gas-, Wasser- und Elektroleitungen koordiniert werden. Aufgrund von Erfahrungswerten betragen die Realisierungskosten CHF 1,5 Mio. Diesbezüglich möchte die GPK wissen, ob die finanzielle Beteiligung Dritter wie beispielsweise Swisscom oder Cablecom abgeklärt wurde. Unter Punkt 6 im Bericht des Gemeinderats wird erwähnt, dass die Investitionsfolgekosten der Sonderrechnung Abwasser belastet werden sollen. Die genaue Aufteilung der Kosten sollte aber trotzdem aufgeführt und begründet werden.

Während der Bauphase wird es zu Verkehrsbehinderungen und Lärm kommen. Im Bericht wird ausgeführt, dass Post und Rettungskräfte vorgängig über diese Erschwernisse informiert werden. Für die GPK stellte sich die Frage, ob und wie die Anwohnenden informiert werden. Auch für die Grundeigentümerschaft wäre diese Information hilfreich, denn sie muss schliesslich für die Kosten einer allfälligen Erneuerung ihrer Zuleitung aufkommen. Die zuständige Direktion hat geantwortet, dass nach Bewilligung des Verpflichtungskredits Flyer verteilt würden. Dieses Vorgehen hätte nach Meinung der GPK im Bericht erwähnt werden sollen. Die GPK empfiehlt die Annahme des vorliegenden Verpflichtungskredits.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich äussere mich zur Nachfrage der GPK nach zusätzlichen Unterlagen. Die Antwort der Direktion Bau, Energie und Umwelt war unglücklich formuliert und ich entschuldige mich dafür. Die Unterlagen in Form von technischen Plänen wurden nachgeliefert. Ich halte fest, dass der Gemeinderat, abgesehen von Mitberichten, über keine weiteren Unterlagen verfügt. Es geht hier nicht um Intransparenz, sondern schlicht um einen Triagefehler. Es wurden Fragen gestellt zur Koordination des Projekts sowie allfälliger Kostenübernahme durch Dritte. Ein Koordinationsaustausch mit internen und externen Stellen findet regelmässig statt, und externe Partner sollen wo immer möglich einbezogen werden. Mit dem ESB beispielsweise funktioniert die Koordination sehr gut. Die genaue Kostenaufteilung kann von der Baufirma erst am Schluss vorgenommen werden; die effektiven und detaillierten Aufwände ergeben sich erst mit Abschluss der Arbeiten. Anhand der vorgegebenen Kostenaufteilung werden dann die Kosten auf die verschiedenen Bereiche verteilt. Nach Vorliegen der Offerten können erste Grobschätzungen vorgenommen werden. Kreditantrag und Ausschreibung laufen normalerweise parallel; zum Zeitpunkt der Kreditgenehmigung im Stadtrat können deshalb noch keine verlässlichen Angaben zur Kostenaufteilung gemacht werden. Dies ist auch der Grund dafür, dass die Kredite als Bruttobeträge beantragt werden. Den Hinweis der GPK nach einer detaillierten Aufschlüsselung der Investitionsfolgekosten und ihren Wunsch nach weitergehenden ausführlichen Unterlagen werde ich in Zukunft beachten. Ich bitte Sie, den vorliegenden Verpflichtungskredit zu genehmigen.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 24. Februar 2021 betreffend, gestützt auf Art. 39 Abs. 1 Bst. a der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

1. Für das Projekt Haldenstrasse (Hermann-Lienhard-Strasse / Bözingenstrasse / Kanalisationserneuerung wird ein Verpflichtungskredit von CHF 1'500'000.00 bewilligt.
2. Teuerungsbedingte Mehraufwendungen gelten als genehmigt.
3. Mit dem Vollzug wird der Gemeinderat beauftragt. Er wird ermächtigt, notwendige und zweckmässige Projektänderungen, welche den Gesamtcharakter des Projektes nicht verändern, vorzunehmen. Der Gemeinderat wird ermächtigt, diese Kompetenz an die zuständige Direktion zu delegieren.

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Wir kommen nun zum verschobenen Traktandum 20150318 «Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und

Reglementsentwurf». Ich übergebe das Wort an Herrn Cadetg als Sprecher für die vorberatende Spezialkommission für die Ausgestaltung der Sozialbehörde (KSB).

96. 20150318 Ausgestaltung der Sozialbehörde / Tätigkeitsbericht und Reglementsentwurf

Cadetg Leonhard, KSB: Die Beratung des ursprünglich vom Gemeinderat vorgelegten Entwurfs eines Reglements für die Sozialhilfekommission sorgte am 7. Juni 2018 im Stadtrat rasch für Unbehagen und zahlreiche Änderungsanträge. Deshalb wurde beschlossen, eine vorberatende Kommission einzusetzen. Deren Arbeit liegt nun vor. Alle eingereichten Anträge wurden geprüft, und der heute vorliegende Reglementsentwurf entspricht den rechtlichen Vorgaben. Es handelt sich nicht um einen revolutionären Vorschlag; die Sozialbehörden vieler anderer Gemeinden nehmen ihre Aufgaben unter ähnlichen Vorgaben wahr. Der Bericht zum Reglement dokumentiert die lange und intensive Arbeit der KSB. Ich danke den Kommissionsmitgliedern sowie dem Gemeinderat, insbesondere Herrn Gemeinderat Feurer und seinen Mitarbeitenden, die ihre Überlegungen darlegten und Informationen fraglos zur Verfügung stellten. Ausserdem danke ich dem externen Beraterteam des Departementes Soziale Arbeit der Berner Fachhochschule (BFH), den Professoren Dr. Simon Steger und Dr. Pascal Coullery. Die beiden Experten kennen die Sozialhilfe im Kanton Bern «à fonds» und bilden Fachleute und Laienbehördenmitglieder aus. Der grösste Dank geht an die eigentliche Verfasserin des vorliegenden sehr guten Berichts, der Ratssekretärin Frau Klemmer. Sie hat aus den Arbeiten ein verständliches Dokument erstellt.

Der vorliegende Bericht schlägt kein Bieler Experiment im Alleingang vor. Gemäss Reglementsentwurf wählt der Stadtrat eine Kommission, die einerseits politisch zusammengesetzt ist, andererseits aber nicht auf unabhängiges Expertenwissen verzichtet. In diesem wichtigen Dossier soll der Stadtrat dafür sorgen, dass die demokratische Kontrolle und Steuerung inhaltlich funktionieren. Die strategischen Entscheide – wo die Schwerpunkte gesetzt werden und wie der Handlungsspielraum der Stadt Biel zu nutzen ist – sollen nicht in der Hand einer einzelnen Person liegen. Wenn eine Sozialbehörde eingesetzt wird, muss sie auch entscheiden können. Das heisst, sie muss Organqualität haben. Nun wissen wir, dass auch eine Direktorin oder ein Direktor eine Politikerin oder ein Politiker ist und mit der Festlegung der Traktandenliste und der Vorbereitung bzw. Leitung der Sitzung einen wesentlichen Einfluss auf eine Kommission ausüben kann. Das kann gut gehen – oder auch nicht. Die KSB ist der Meinung, dass klar unterschieden werden muss zwischen *leiten* und *mitentscheiden*. Im Dialog kommen das Präsidium der Sozialbehörde und der zuständige Gemeinderat zu den besten Lösungen. Differenzen sind selbstverständlich vorprogrammiert und machen die Demokratie aus. Aber die Sozialhilfe ist so wichtig und für die Stadt Biel so gewichtig, dass das Präsidium der Sozialbehörde und die Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) zuerst den Dialog führen können sollen, um zu einer notwendigen Einigung zu finden. Dieses Vorgehen ist nicht nur, aber insbesondere dann wichtig, wenn die Direktion DSS und die Ratsmehrheit unterschiedlichen politischen Lagern angehören. Es kann sein, dass die Direktion in Rollenkonflikte kommt, wenn sie die Sozialbehörde nicht leitet. Sollte es aber nicht genau das Ziel sein, dass die grobe Richtung der Sozialhilfe nicht aufgrund der

Funktion oder politischen Überzeugung einer einzelnen Direktorin oder eines einzelnen Direktors vorgegeben wird? Dass die Direktion DSS als Mitglied der Sozialbehörde mitunter auch unterliegen kann und die Entscheide der Behörde trotzdem ausführen muss? Dass ihr mit dem Ausschluss vom Präsidium auch Einflussmöglichkeiten entzogen werden? Eine Mehrheit der KSB vertrat diese Haltung bei der Erarbeitung des Reglements und schlägt deshalb eine Regelung vor, welche ein Präsidium durch den oder die DirektorIn DSS ausschliesst (*Art. 3 Abs. 3: «Die Sozialhilfekommission wählt den Vorsitz und dessen Stellvertretung. Gewählt werden können Mitglieder gemäss Absatz 2 Buchstabe c und d.»*). Unklar ist, ob sie auch eine offenere Regelung unterstützen würde, wonach die Direktion DSS das Präsidium der Sozialhilfekommission übernehmen *kann*; eine informelle Umfrage bei den Mitgliedern der KSB anlässlich der letzten Stadtratssitzung ergab diesbezüglich kein klares Bild. Ich komme aber noch darauf zurück.

Die Aufgaben der Sozialbehörde sind auf den Seiten 5 und 6 des Berichtes aufgeführt; klar ist, dass die institutionelle Sozialhilfe nicht dazu gehört. Nachfolgend möchte ich drei Punkte besonders hervorheben. Sie zeigen auch auf, warum die Aufgaben der Sozialbehörde gerade nicht dem zuständigen Gemeinderat allein übertragen werden sollen:

1. Unterstützung des Sozialdienstes, (Art. 17 Abs. 3 Sozialhilfegesetz, SHG; BSG 860.1): Die Sozialbehörde hat die Aufgabe, in Fragen mit Ermessensspielraum (wie z.B. die maximale Miete, die von der Sozialhilfe finanziert wird) Grundsatzentscheide als generelle und praxisbildende Leitlinien zu fällen. Sie hat nicht über Einzelfälle zu befinden.
2. Controlling und Planung (Art. 17 Abs. 4 SHG): Zu den Aufgaben der Sozialbehörde gehört es, im Rahmen des Controllings die Jahresziele des Sozialdienstes zu definieren. Ausserdem ist sie aktiv im Bereich der Sozialplanung, indem sie sich mit der gebiets- und zielgruppenbezogenen Entwicklung sozialer Einrichtungen und Massnahmen im Hinblick auf sozial- und gesellschaftspolitische Zielvorstellungen der Gemeinde beschäftigt. Dazu braucht es eine Sicht von aussen.
3. Information (Art. 17 Abs. 6 SHG): Die Sozialbehörde soll die Behörde sein, die neue Entwicklungen im Sozialbereich wahrnimmt, die zuständige Behörde der Gemeinde darüber orientiert und allenfalls entsprechende Handlungsempfehlungen abgibt.

Im Moment steht die Sozialhilfe nicht sehr stark unter Druck. Es ist aber vorstellbar, dass die Konflikte zunehmen, wenn sich die Wirtschaftslage verschlechtert und der Druck auf die Stadtfinanzen zunimmt. Und dann werden wir froh sein um die Sozialhilfe, weil sie dazu beiträgt, die Ruhe in der Gesellschaft zu wahren und die Schwächsten nicht «unter den Karren fallen zu lassen». Umso wichtiger ist es dann, dass die Entscheide nicht von einer Einzelperson gefällt werden, sondern von einer Kommission, die auch die politischen Fraktionen sachverständig darüber informieren kann, worum es geht. Bezüglich der Zusammensetzung der Sozialbehörde prüfte die KSB verschiedene Optionen; deren Vor- und Nachteile sind im Bericht auf den Seiten 7 bis 9 ausgeführt. Aus dem Bericht geht klar hervor, weshalb die Wahl der Sozialbehörde beim Stadtrat und nicht beim Gemeinderat liegen soll; die Vor- und Nachteile dieser beiden Varianten sind auf Seite 12 des Berichts festgehalten. Die KSB hat sich für eine Wahl der Kommissionsmitglieder durch den Stadtrat ausgesprochen.

Ich komme nun zu den beiden Änderungsanträgen, die sich auf den Entwurf des Reglements über die Sozialhilfekommission beziehen und Ihnen vorliegen. Die KSB

konnte dazu auch bereits noch die Einschätzung des Experten der BFH, Prof. Steger, einholen.

- Der Antrag der Fraktion SP/JUSO möchte es der künftigen Sozialhilfekommission überlassen, wen sie als PräsidentIn bzw. StellvertreterIn einsetzen will und die Wählbarkeit zum Präsidium nicht nur auf die ExpertInnen (Art. 3 Abs. 3 Bst. c) und Fraktionsvertretungen (Art. 3 Abs. 3 Bst. d) beschränken. Sie beantragt deshalb, Art. 3 Abs. 3 des Reglementsentwurfs wie folgt zu ändern: *«Gewählt werden können Mitglieder gemäss Absatz 2 **Buchstabe a bis d.**»*. Rechtlich könnten in der Tat sowohl der/die DirektorIn DSS (Art. 3 Abs. 3 Bst. a) als auch die Leitung der Abteilung Soziales (Art. 3 Abs. 3 Bst. b) das Präsidium bzw. Vizepräsidium übernehmen. Zur Aufführung des Buchstabens b ist jedoch ein Vorbehalt anzubringen: Würde nämlich das Präsidium der Sozialbehörde von der LeiterIn der Abteilung Soziales wahrgenommen, entstünde bezüglich der Controlling- und Aufsichtsfunktion ein Interessenskonflikt. Dies ist aus Sicht der KSB abzulehnen und wohl auch nicht im Sinne der Antragstellenden. Deren Antrag zu Art. 3 Abs. 3 müsste deshalb vielmehr wie folgt lauten: *«... Gewählt werden können Mitglieder gemäss Absatz 2 **Buchstabe a, c und d.**»* Die Antragstellenden werden sich noch dazu äussern. Im Bericht sind die Vor- und Nachteile der Optionen zur Besetzung des Präsidiums aufgeführt (Tabelle 2, Punkt 5.6., Seite 11). Aus Sicht der KSB überwiegen die Vorteile, das Präsidium durch ein Mitglied aus den Reihen der ExpertInnen und VertreterInnen der Fraktionen wahrnehmen zu lassen und nicht durch das Exekutivmitglied oder die Leitung der Abteilung Soziales. Denn die Sozialbehörde soll eben nicht Teil der Verwaltung sein, sondern Organqualität haben und das System der «checks and balances» im wichtigen Bereich der Sozialhilfe sicherstellen. Ich gehe also davon aus, dass die KSB den Antrag der SP/JUSO, wie er aktuell vorliegt, ablehnen würde.
- Der Änderungsantrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR schlägt vor, Art. 3 und 4 des Reglementsentwurfs in einem neu formulierten Art. 3 zusammenzufassen. Die Sozialhilfekommission soll neu nur 5-7 statt 9-13 Mitglieder vorsehen. Das Kommissionspräsidium soll von Amtes wegen dem oder der Sozialdirektor/in vorbehalten bleiben. Bezüglich der Zusammensetzung der Kommission soll auf genau Vorgaben und insbesondere auf die vorgeschlagenen 4-8 Vertretungen der Fraktionen (Art. 3 Abs. 2 Bst. d) verzichtet werden. Und schliesslich soll gemäss eines neu einzufügenden Art. 3 Abs. 4 der oder die LeiterIn der Abteilung Soziales (beziehungsweise die Stellvertretung) an den Kommissionssitzungen mit beratender Stimme und Antragsrecht teilnehmen können. Auch der Änderungsantrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR verletzt keine Norm des zwingenden Rechts. Er lässt jedoch in zwei Punkten die Bestimmtheit der Norm vermissen. So bleibt erstens offen, wie die Kommission zusammengesetzt werden soll. Soll es eine politische Kommission, eine Expertenkommission oder eine Mischform sein? Zweitens geht aus dem neu von ihr vorgeschlagenen Art. 3 Abs 4 nicht klar hervor, ob die Leitung der Abteilung Soziales zu den Mitgliedern der Kommission gemäss Abs. 1 zu zählen ist. Angesichts der bisherigen Arbeiten der KSB gehe ich davon aus, dass eine Mehrheit der Kommission diesem Änderungsantrag nicht zustimmt. Im Übrigen ist es unverständlich, dass der heute eingereichte Änderungsantrag nicht bereits als Minderheitsantrag für den Bericht der KSB vorlag. Die Kommissionsminderheit wurde ausdrücklich aufgefordert, einen solchen einzureichen. Bei allem Respekt für die Meinung der Kommissionsminderheit bin ich wie die Kommissionsmehrheit davon überzeugt, dass die Sozialhilfe von der vorgeschlagenen Sozialbehörde profitieren wird, auch wenn daraus Mehrkosten entstehen. Es ist aber stossend,

wenn Kommissionsmitglieder so spät noch Änderungsanträge einreichen, die längst hätten formuliert werden können. Ich hoffe, dass die Ratsmitglieder in Kommissionen künftig von einem solchen Vorgehen absehen.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich die Stadtratsmitglieder, dem vorliegenden Beschlussesentwurf zuzustimmen.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Lors de la dernière séance, il avait été question de savoir si nous avions intérêt à former une prise de position de la minorité de la Commission spéciale relative à la future organisation de l'autorité sociale (CAS). La réponse est non. Nous préférons participer à ce débat en tant que parlementaires, pour continuer à défendre le point de vue qui nous tient à cœur. C'est notre liberté et nous décidons de le faire ainsi. Je remercie l'ancien président de la CAS de sa compréhension à ce sujet.

Le règlement proposé répond à une motion déposée en 2014 et transformée en postulat qui s'intitule «Pour une Autorité sociale moderne». Or, la plus moderne des formes imaginables pour cette Autorité, c'est à dire la plus simple, claire et transparente, proche du service social tout en étant directement responsable vis-à-vis du Conseil municipal, du Conseil de ville et du Canton, est clairement le format que nous connaissons à Bienne: un Directeur élu de l'action sociale qui a l'ambition d'être réélu. Le système a fait ses preuves et n'a jamais été remis en cause, même à l'époque où ce Directeur dirigeait en même temps les écoles et la culture tout en assumant un mandat de député au Grand Conseil. Mais c'est vrai qu'il était, à ce moment-là, socialiste. Il faut noter aussi que le domaine de l'aide sociale est extrêmement structuré et surveillé par la loi sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1) et l'ordonnance du même nom, mais aussi par les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). À ces normes s'ajoutent les recommandations de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte (BKSE), une commission composée de professionnels de tout le Canton qui cherche à harmoniser les pratiques au niveau cantonal par le biais de recommandations. Et finalement, dans chaque cas individuel, il existe un droit de recours jusqu'au tribunal administratif qui veille à une pratique unifiée dans tous le Canton. Ces informations pour répondre à l'allusion faite que l'aide sociale à Bienne dépendrait d'une seule personne. Il s'agit d'une polémique irrationnelle. Cela dit, la meilleure réponse à donner à l'intervention déposée en 2014 aurait été de confirmer le statu quo.

Au vu de la malencontreuse dynamique prise par cette affaire depuis 2018 et de l'actuelle composition de ce Conseil de ville, ce train semble malheureusement être parti. Le dépôt de l'intervention tombait dans une période sombre pour la Ville de Bienne. Je parle des remous et de la guerre de succession suite aux élections de 2012, avec son lot de frustration. La crise a duré des mois et elle nous a coûté très chère. Nous voulons considérer la page comme tournée, mais la présente affaire est encore une onde de choc dont l'objectif est de contrôler un Conseiller municipal qui représenterait un risque politique. Espérons que ce soit la dernière. Depuis le temps, bien de l'eau a coulé sous les ponts de la Suze, avec comme principaux acquis la réorganisation complète du service sociale de 2018. Ceci a permis une fidélisation du personnel et une stabilisation du taux d'aide sociale. Plus récemment, il y a le déménagement imminent du service dans ses nouveaux locaux, le travail sur le projet innovateur «FocusSocial» dans le domaine de l'intégration, et l'élaboration toute récente de la «Stratégie sociale 2030 pour Bienne». Le tout mené par la même autorité

sociale coordonnant directement l'opérationnel et le politique dans un cadre de responsabilité clairement défini. L'intervention de 2014, émanant alors d'une forme d'opportunisme politique, apparaît aujourd'hui comme définitivement anachronique. Elle avait proposé de confier l'Autorité sociale soit à une commission de spécialistes soit directement au Conseil municipal. Dans sa réponse, le Conseil municipal, a choisi la première solution, à savoir une commission d'experts. Par la suite, la diversité des propositions des Groupes à cet égard a conduit à l'instauration d'une commission spéciale chargée de démêler les différentes propositions – et c'est à ce moment-là que tout se gâte. Le résultat proposé par cette commission aujourd'hui est insatisfaisant. Après avoir consenti bien des efforts durant cinq séances de travail pour structurer son travail et clarifier la distinction entre les niveaux opérationnel et stratégique, la commission, par un réflexe répandu en Ville de Bienne, a décidé de mandater des experts externes. Ces externes ont clarifié le sens et la fonction légale de l'autorité sociale ainsi que les avantages et inconvénients des différents modèles possibles. Ceci devrait au moins répondre au besoin d'information exprimé par certains Groupes parlementaires en 2018. Par contre, le règlement élaboré par la commission est un échec. Mon préopinant vient de mentionner certains passages du rapport qui fondent les décisions de la commission en présentant les avantages et inconvénients des différentes options. En les lisant de manière neutre, on constate que ces passages laissent ouvertes les réponses à donner et témoignent du bon travail des experts externes. Les réponses fournies par la CAS, en revanche, constituent clairement des prises de position politiques, choisies par la majorité de la commission et toujours systématiquement combattues par la minorité. Alors qu'en 2018, le Conseil municipal voulait, selon la demande de l'intervenante, confier l'Autorité sociale à une commission de 5 à 7 membres experts, la CAS propose aujourd'hui de constituer une commission de 9 à 13 membres dont 4 à 8 représentants des Groupes parlementaires. Par une telle composition, le travail social se voit inutilement alourdi et surtout politisé, alors que l'orientation stratégique, le soutien et la surveillance du service social est avant tout une affaire de spécialistes.

Par définition, l'Autorité sociale participe au pouvoir exécutif ; l'introduction de représentants des Groupes parlementaire en son sein provoque un mélange inopportun des genres qui est contraire à la séparation des pouvoirs. En écartant le Conseil municipal responsable de l'action sociale de la présidence de l'Autorité sociale, on complique inutilement les prises de décisions entre les niveaux opérationnel et stratégique. Les responsables du service social auront deux chefs, le Conseiller municipal et l'Autorité sociale. Toutes les affaires conduites avec succès que je viens de citer plus haut devraient dorénavant passer par cette commission, et la convergence qui existe actuellement entre les tâches, les compétences et la responsabilité serait rompue. Cette complication administrative entraînerait un surcoût d'environ 100'000 fr. par année. Par les temps qui courent, ce coût est inutile et insupportable pour la Ville. Dans ces conditions, et si vous souhaitez vraiment remplacer le directeur par une commission d'autorité sociale, il est urgent de la réduire à 5 ou 7 membres, de la réserver aux experts nommés par le Conseil municipal et d'en réserver la présidence d'office au Conseil municipal responsable – proposition du Conseil municipal de 2018 que notre Groupe vous demande d'entériner. Je vous prie de rester simple et efficace. S'il faut une commission, elle doit être restreinte, comme notre amendement le propose.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Grundsätzlich ist der Bericht sehr informativ und zeigt auf, wie die Sozialbehörden im Kanton Bern organisiert sind. Die KSB hat

umfangreiche Abklärungen und Analysen vornehmen lassen, Vor- und Nachteile der verschiedenen Varianten werden detailliert erörtert. Sehr interessant ist die Erkenntnis, dass nur noch in der Stadt Biel der Direktor der Sozialbehörde gleichzeitig auch die Sozialbehörde ist. Diesem Umstand gilt es im Sinne von «good governance» Rechnung zu tragen, auch wenn Herr Feurer dies sehr bedauert und als persönlichen Angriff betrachtet. Moderne Führung von Sozialdiensten, bei denen ein hohes politisches Konfliktpotential besteht, braucht unabhängige Kontroll- und Begleitinstanzen. Dies sollte auch im Interesse der Sozialhilfe und ihres Direktors oder ihrer Direktorin sein. Die Fraktion SP/JUSO ist der Auffassung, dass die KSB eine gute Analyse gemacht und die richtigen Schlüsse für die Stadt Biel gezogen hat. Sogar das Sitzungsgeld wurde akribisch analysiert. Die Fraktion SP/JUSO hat zwei Kritikpunkte anzubringen:

1. Soweit ich mich erinnere, sollte die Sozialbehörde entpolitisiert werden. Mit dieser Wortwahl wurde auf Gemeinderat Feurer gezielt. Im neuen Vorschlag wird aber aus der Sozialbehörde statt eines reinen Fachexpertengremiums eine Kommission mit vier bis acht Mitgliedern aus den politischen Parteien der Stadtratsfraktionen. Bei einer Minimalbesetzung von neun Personen könnten bis zu acht Sitze politisch besetzt werden, womit die Kommission zu einem rein politischen Gremium würde. Die Fraktion SP/JUSO bedauert dies, reicht aber keinen Änderungsantrag ein; vielmehr hat der Stadtrat bei Annahme des Reglements die Pflicht, auf die Parität von politischen Mitgliedern und Fachexperten zu achten.
2. Die Fraktion SP/JUSO nimmt zur Kenntnis, dass die Kommission sich selbst konstituiert und das Präsidium wählt. Befremdlich ist aber, dass die Direktion DSS keinesfalls das Präsidium übernehmen soll. Es handelt sich beim Präsidium in erster Linie um einen Primus inter pares, der vor allem die Sitzungen organisiert und leitet. Das hierarchische Gefälle in der Kommission sollte nicht so gross sein, dass eine zu grosse Machtfülle des Präsidiums befürchtet werden muss. Es wirkt, als ob es sich beim Reglementsentwurf um eine eigentliche «Lex Feurer» handeln würde. Das Reglement sollte aber über die Amtszeit von Herrn Feurer hinaus gültig sein. Wie bereits von Herrn Cadetg ausgeführt, **beantragt die Fraktion SP/JUSO deshalb, Art. 3 Abs. 3 des Reglements über die Sozialhilfekommission wie folgt zu ändern:** *«Die Sozialhilfekommission wählt den Vorsitz und dessen Stellvertretung. Gewählt werden können Mitglieder gemäss Absatz 2 Buchstabe a, c und d.»*

Mit dieser Anpassung empfiehlt die Fraktion SP/JUSO den Beschlussesentwurf zur Annahme.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Monsieur Suter a présenté ce projet de manière juridique et je l'en remercie. Je vais vous le présenter d'une autre manière. Le Groupe UDC/Les Confédérés a débattu ardemment sur ce rapport qui nous est présenté ce soir et vous propose un amendement déjà annoncé par Monsieur Cadetg plus tôt. Après analyse approfondie, nous constatons que le rapport de la commission spéciale relative à la future organisation de l'autorité sociale (CAS) n'apporte pas vraiment de plus-value par rapport à la situation actuelle. Il rend même encore plus lourd l'appareil administratif et, en raison de son inefficacité, va à l'encontre de tout bon raisonnement. La motion urgente déposée par Madame Tennenbaum en novembre 2014 pour une organisation moderne de l'Autorité sociale demandait de mettre le Directeur de l'action sociale et de la sécurité (ASS) sous tutelle. En considérant la situation financière de la ville de Bienne que l'on peut qualifier d'effrayante, si vous me permettez ce terme, ne faudrait-il pas mettre aussi en place

une commission pour le département des finances? Cela serait une aberration, non? Pourquoi la Ville se dote-t-elle de directeurs de département et de cadres supérieurs compétents, spécialistes dans leur domaine, pour qu'après, une commission d'experts leur dicte ce qu'ils doivent faire? Voilà un bel exemple de «suradministration» qui tue l'efficacité, la rentabilité et de plus aussi la motivation du personnel. Le personnel de la Ville est engagé pour fournir des prestations et non pas pour administrer.

Une commission spéciale composée de 9 membres, dont j'ai fait partie, a été créée pour analyser cette situation et rendre son rapport et ses propositions. De nombreuses variantes et possibilités ont été étudiées. Des spécialistes externes ont été mandatés et ont fourni à ladite commission un rapport substantiel. Dès le début de ces travaux, une majorité de la commission était pour une Autorité sociale qui dirige le Directeur ASS ou qui lui retire toute capacité de décision. Cela s'apparente à une simple mise sous tutelle. Monsieur Suter du PRR, Monsieur Wächter et moi-même étions critiques, mais nous nous sommes engagés pour développer et tenter de mettre en place une solution avec une plus-value pour toutes les parties, sans succès. Le projet de règlement qui nous est soumis propose une commission de l'aide sociale composée de 9 à 13 membres dont le Directeur ASS, nommé d'office. Le responsable du département de l'aide sociale y participe uniquement avec voix consultative. Siègeront dans la commission également 3 experts indépendants externes à l'administration municipale ainsi que 4 à 8 représentants des groupes parlementaires du Conseil de ville. De plus, le Directeur ASS n'est même pas en droit de présider cette commission. Nous faisons clairement face à une machine administrative qui ralentira les processus de travail en les rendant plus lourds et certainement plus coûteux. Une totale aberration en termes de conduite et de gestion. Pour ces raisons, afin de réduire le nombre de membres de cette commission et de garantir que le futur Directeur ou la future Directrice soit membre de cette commission et automatiquement président(e) de cette dernière. **Les Groupes UDC/Les Confédérés et PRR vous soumettent la proposition d'amendement des articles 3 et 4 du Règlement sur la Commission de l'aide sociale** comme suit:

«Art. 3 – Composition (remplace art. 3 et 4)

¹L'autorité sociale se compose de cinq à sept membres.

²Le membre du Conseil municipal en charge de la Direction de l'action sociale et de la sécurité est d'office membre et président de l'autorité sociale.

³Le Conseil municipal choisit les autres membres de l'autorité sociale, en veillant à ce que celle-ci dispose du savoir d'expert nécessaire dans le domaine des affaires sociales.

⁴Le ou la responsable du Département des affaires sociales, ou son suppléant ou sa suppléante, participe aux séances de l'autorité sociale avec voix consultative et droit de proposition.»

Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!: Bei der Debatte über die von mir eingereichte und in ein Postulat umgewandelte Motion 20140325 («Für eine zeitgemässe Organisation der Sozialbehörde») im Jahr 2015 machte ich ungefähr folgende und heute noch gültige Aussage: Die Sozialbehörde nimmt wichtige strategische, prüfende, überwachende und beratende Aufgaben des Sozialdienstes wahr. Deren heutige Regelung im Art. 12 Abs. 2 des Organisationsreglements (SGR 1.5.2-4) ist ungenügend. Sie wird den Herausforderungen der Sozialhilfe nicht gerecht, wenn ihre Aufgaben einer einzigen Person übertragen werden. Biel ist die einzige Gemeinde im Kanton Bern, welche die Sozialbehörde noch in dieser Form regelt. Die fundierte Analyse der vom Stadtrat eingesetzten KSB war wichtig, um das Bewusstsein

für die Aufgaben und Organisation einer Sozialbehörde zu schaffen. Die Erkenntnisse sind im Bericht ausführlich dargelegt. Mein Vorstoss hat eine äusserst wichtige Diskussion angestossen. Eine Mehrheit im Stadtrat hält anscheinend eine Reorganisation für richtig, was sehr erfreulich ist. Ich betone, dass die Motivation meines damaligen Vorstosses nicht ein Angriff auf den Vorsteher der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) war. Nach meiner festen Überzeugung entspricht die heutige Regelung einem Systemfehler, auch wenn der Kanton keine Vorgaben zur konkreten Ausgestaltung der Sozialbehörde erlassen hat. Die Neuorganisation ist unabhängig von der politischen Zugehörigkeit des Vorstehers DSS zu beurteilen. Die Fraktion Einfach libres! unterstützt den Systemwechsel und den vorliegenden Reglementsentwurf. Es wäre grundsätzlich denkbar, dass die Kommission den Vorsitz aus ihrer Mittel bestimmt, wie es der Änderungsantrag der Fraktion SP/JUSO verlangt. Es könnte aber heikel und der Arbeit der Kommission nicht zuträglich sein, wenn aufgrund mehrerer Kandidaturen ein nicht für den Sozialdienst zuständiges Gemeinderatsmitglied gewählt würde. Wird dieser Fall ausgeschlossen, kann diesbezüglich auch kein Konflikt entstehen. Die Vertreterin der Fraktion SP/JUSO hat den Antrag ihrer Fraktion bereits dahingehend korrigiert, dass der Leiter des Sozialdienstes in seiner beratenden Funktion die Sozialhilfekommission nicht präsidieren kann; ich gehe deshalb nicht mehr darauf ein.

Les propositions des Groupes UDC/Les Confédérés et PRR sont d'une autre envergure. En effet, elles désavouent le travail de la commission spéciale CAS. Leur amendement revient, en quelque sorte, sur la proposition du Conseil municipal soumise avant que la commission ait reçu son mandat en juin 2018. Les dépositaires de cet amendement ne souhaitent pas déposer une prise de position minoritaire au nom de la Commission, mais ils ont l'irrespect de le faire par le biais des Groupes UDC et PRR. Je trouve cela inadmissible, et leur proposition d'amendement doit être rejetée pour cette seule raison. Le porte-parole de la Commission a déjà expliqué pourquoi le contenu de cet amendement doit être rejeté. Je ne pense pas ce soit une option que de revenir en arrière. Chacun a le droit de ne pas soutenir une affaire, mais cette tactique détournée est tout simplement un moyen de pression auquel il ne faut pas céder. Nous ne sommes pas dans une cour de jardin d'enfants. Le Groupe Einfach libres! rejette donc catégoriquement cet amendement et recommandons l'adoption du règlement tel que présenté par la commission.

Es wurde gesagt, dass der Vorschlag der KSB die Gewaltenteilung nicht mehr gewährleiste. Das stimmt so nicht. Die Fraktionen schlagen geeignete Personen vor, beispielsweise ein Spezialist für Wohnungsfragen oder eine Sozialarbeiterin. Stadtratsmitglieder nehmen selber aber nicht in der Kommission Einsitz. Herr Widmer sagte, dass für die Finanzdirektion ebenfalls eine Kommission einberufen werden könnte. Das ist jedoch nicht dasselbe. Die Aufgaben der Sozialbehörde sind gesetzlich verankert. Mit einer Kommission zur Beratung der Finanzdirektorin ist dies nicht vergleichbar. Ich bitte Sie, den Antrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR abzulehnen.

Iseli Isabelle, au nom du Groupe Les Verts: Comme cela a été dit à de multiples reprises ce soir, nous avons sur la table un dossier qui nous occupe depuis de nombreuses années. Selon notre Groupe, il n'est pas de la tâche du Conseil de ville de faire à nouveau le travail de la commission spéciale. Les membres de la commission se sont posées les bonnes questions, ont eu des discussions nourries et se sont entourés d'experts pour examiner les différentes variantes possibles. Ce soir, si vous

me permettez le mot, nous devons faire preuve d'humilité et accepter que chacun des points du règlement ne répond pas à l'entier de nos attentes. Il convient maintenant d'avancer et de permettre à la Commission de l'aide sociale de se constituer. Le modèle choisi lui permettra de remplir le rôle d'une Autorité sociale selon la loi cantonale sur l'action sociale (LASoc; RSB 860.1). La grande plus-value réside dans le fait que les principes de bonne gouvernance seront mieux respectés. On ne peut pas rester la seule commune où la Direction de l'action sociale est en même temps l'Autorité sociale. Quelques points ont toutefois attiré notre attention et mériteraient un éclaircissement. Monsieur Cadetg a déjà répondu à certains de ces points. A l'article 4 du règlement présenté, il est dit que le Conseil de ville élit les experts, mais sans préciser qui les nomme. Est-ce que cette tâche reviendra au Conseil municipal ou est-ce qu'elle sera assumée par le bureau du Conseil de ville, par exemple? Il faudrait aussi savoir qui va assurer le secrétariat de cette commission. Ces éléments ne sont, cependant, pas bloquant pour le vote de ce règlement que nous validerons. L'amendement PRR/SVP arrive un peu comme un cheveu sur la soupe. Il enlève la base du château de cartes et déconstruit complètement tout le travail de la commission. Notre groupe ne va donc évidemment pas le soutenir. Pour ce qui est de l'amendement SP/JUSO, il est moins radical, mais nous ne le soutiendrons non plus pour ne pas abattre tout le travail fait par la commission spéciale CAS. De plus, nous estimons que cela ne fait pas de sens que d'attribuer la présidence de la commission au Directeur ou à la directrice de l'action sociale et de la sécurité (ASS); ce faisant, il reprendrait une «double casquette» dont nous ne voulons justement plus. Cela correspond d'ailleurs aussi au modèle choisi par la Ville de Berne, où le même exercice a été fait par une commission afin de déterminer l'organisation de cette même Autorité sociale. Nous trouvons toujours intéressant de s'inspirer de ce que font nos voisins. En conclusion, nous espérons que les discussions de ce soir ne donneront pas lieu à des années supplémentaires de travail sur ce dossier, mais qu'elles permettront à la nouvelle Autorité sociale de se constituer. Nous remercions les membres de la commission spéciale pour leur long investissement et leur travail.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ ist mit dem Vorschlag der KSB nicht ganz einverstanden. Es gibt kantonale Vorgaben und auch bereits eine städtische Sozialbehörde. Einigen Stadtratsmitgliedern geht sie zu wenig weit, sie entspricht aber dem geltenden Recht und erfüllt die ihr zugewiesenen Aufgaben. Die KSB schlägt eine umfassendere Behörde vor, die ebenfalls dem geltenden Recht entspricht, mit 9 bis 13 Mitgliedern aber teurer zu stehen kommt. Die Aufgaben der Sozialbehörde sind vorgegeben und enorm wichtig für Biel. Im Gegensatz zu meiner Vorrednerin finde ich jedoch, dass andere Themen für die Stadt ebenso wichtig sind. Dies sind beispielsweise die städtebauliche Entwicklung, das Bildungswesen, ein funktionierendes IKS (internes Kontrollsystem) und «state of the art» Informatikanwendungen. Für die Entwicklung dieser Anliegen könnte durchaus auch eine strategische Kommission geschaffen werden. Die zuständigen Gemeinderatsmitglieder sind gewählte ExekutivpolitikerInnen und entscheiden selbständig darüber, ob allenfalls beratende Experten beigezogen werden sollen. Wie erfolgreich kann die nun vorgeschlagene Behördenkommission sein, wenn die betroffene Direktion nicht mitmacht? Damit wäre die Neuorganisation mit Kosten von CHF 100'000 von Anfang an zum Scheitern verurteilt. Frau Tennenbaum hat vorhin richtigerweise bemerkt, dass es um einen Systemwechsel geht. Wieso wird dieser nur bei einer Direktion vorgenommen? Sind wir mit der Arbeit des Direktors nicht zufrieden? Ordnungspolitisch ist dies nicht korrekt. Störend ist zudem, dass ausser dem vorliegenden alle weiteren vorgeschlagenen Systemwechsel auf die anstehende

Revision der Stadtordnung verschoben werden. Die Fraktion GLP+ möchte keine «Lex Feurer» und unterstützt die Anträge der Fraktion SP/JUSO und der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP: Die Sozialhilfe ist eine der wenigen staatlichen Aufgaben, welche die Fraktion FDP anerkennt. Sie ist Teil des Gemeinsinns und soll dafür sorgen, dass die Menschen möglichst selbständig leben können. Sie ist eine gewichtige politische und eben keine administrative Aufgabe. Es braucht die politische Abwägung ihrer Ausrichtung und der damit verbundenen Vor- und Nachteile. Die Sozialhilfe muss politisch vom Stadtrat getragen werden und zwar unabhängig davon, wer das dafür zuständige Gemeinderatsmitglied ist. Wenn die Politik die Vorgänge in der Sozialhilfe nicht versteht, reagiert sie im Konfliktfall mit Unverständnis. «Checks and balances» sind ein demokratisches und bewährtes Steuerungsprinzip. In den letzten Jahren erlebten wir einen grossen Professionalisierungsschub in der Sozialhilfe. Die Kontrolle wurde der Bevölkerung entzogen und an ExpertInnen übergeben. Das ist auch gut so, denn es ermöglicht eine gewisse Vereinheitlichung. Selbstverständlich ist die Sozialhilfe zunehmend rechtlich geregelt. Es bleibt aber ein kleiner Spielraum, um Schwerpunkte zu setzen. Und dieser soll erhalten und genutzt werden und darf der demokratischen Kontrolle durch das Parlament nicht entzogen werden. Die Fraktion FDP unterstützt den vorliegenden Reglementsentwurf. Als Präsident der vorberatenden Spezialkommission nehme ich gegebenenfalls gerne Stellung zu weiteren Fragen.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Selon le projet d'arrêté proposé par la Commission spéciale CAS, la nouvelle Commission de l'aide sociale serait chargée d'exercer la fonction de l'Autorité sociale à Bienne. Pour le moment, cette fonction est exercée par Monsieur Feurer et son équipe. Il s'agit donc d'un poste de travail à 100% durant toute l'année, épaulé d'une équipe engagée et dévouée tout au long de l'année également. Selon la proposition de la CAS, la Commission de l'aide sociale devrait se réunir au moins quatre fois par an. Toutefois, le point 8 du rapport qui nous a été soumis indique qu'il faut s'attendre à un minimum de 10 à 12 réunions par an. Par conséquent, nous aimerions savoir ce qui figurerait dans le règlement sur la commission de l'aide sociale à ce sujet, si le projet d'arrêté devrait être accepté. A l'avis de notre Groupe, les tâches de l'Autorité sociale ne peuvent être assumées en quatre séances par année. Comment est-il envisagé de remplir toutes les tâches figurant à l'article 18 de la loi cantonale sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1) par 9 à 13 personnes maximum, en quatre séances par années ? D'ailleurs, une commission composée de 13 personnes nous semble très lourde et difficile à gérer. Sommes-nous certains que cette solution apportera une meilleure gestion de l'Autorité sociale et que cela sera profitable aux bénéficiaires de l'aide sociale? Il ne faut pas oublier que l'aide sociale est un droit qui doit pouvoir être exercé sans complication, retard ou chicanerie inutile. Enfin, il y a 3 mois, nous avons déjà décidé d'investir 2.8. mio. fr. dans le projet d'atelier d'évaluation de compétence «FocusTravail». En 2015, quatre personnes pour un taux de travail de 270% ont été engagées pour le service des locations, lié au service social. Aujourd'hui, on nous propose d'augmenter les dépenses liées d'environ 100'000 fr. par année pour financer cette Commission de l'aide sociale. Il est indéniable qu'il faut engager des moyens financiers nécessaires pour que les bénéficiaires de l'aide sociale puissent mener une vie digne et réintégrer le marché du travail le plus rapidement possible. Cependant, sommes-nous certains que les moyens financiers nouvellement injectés soient pertinents? Notre Groupe est un peu partagé sur ce dossier. Toutefois,

nous nous rallierons à l'amendement proposé par le Groupe SP/JUSO s'il est accepté, et dans le cas contraire nous nous abstiendrons du vote.

Wächter Olivier, UDC: En tant que membre de la CAS, je rejoins totalement ce qui a été dit par les Messieurs Suter et Widmer. Madame Tennenbaum, je ne pense pas que notre position soit irrespectueuse envers les autres membres de la commission. Il s'agit pour nous de la seule façon d'être entendus. Nous ne cherchons certainement pas à discréditer les autres membres de la commission. Lorsqu'un projet n'est pas bon, il est du devoir d'un élu de le dire et de faire des propositions. Notre proposition d'amendement est légitime, constructive et, à mon avis, meilleure que le projet présenté. Pour répondre à la représentante des Verts, notre proposition ne vide pas de son sens le travail fait, mais corrige et crédibilise le représentant de l'action sociale qui est aujourd'hui Monsieur Feurer, mais demain un autre. Je me permets aussi de relever que, lors de l'attribution des directions, notre élu avait voulu une rocade qui lui avait été refusée. Cela vous aurait pourtant donné la possibilité d'intervenir dans le domaine de l'action sociale. C'est pour toutes ces raisons que je vous demande de soutenir notre proposition d'amendement dans un souci d'efficacité, de neutralité politique, mais aussi pour le bien de toutes et tous.

Cadetg Leonhard, KSB: Ich lege kurz die Sicht der KSB dar. Es wurde gesagt, dass die Entpolitisierung das Ziel sei. Die KSB ist der Meinung, dass nicht eine Kommission geschaffen werden soll, um die politischen Meinungen zu vertreten, sondern vielmehr eine politisch verankerte Kommission. Die Sprecherin der GLP+ hat bemerkt, dass auch noch viele andere wichtige Aufgaben anstehen. Die KSB hat sich gemäss ihrem Auftrag ausschliesslich um die Ausgestaltung der Sozialbehörde gekümmert und sich relativ rasch von Überlegungen gelöst, die sich auf ein einzelnes Gemeinderatsmitglied beziehen. Die Kommission setzte sich an mehreren Sitzungen mit der Funktion und den Aufgaben der Sozialbehörde auseinander und musste feststellen, dass diese komplexer sind als vermutet. Die KSB besprach auch ausführlich und in mehreren Sitzungen die Zusammensetzung und Grösse der Kommission und kam zum Schluss, dass es eine Mindestanzahl von Mitgliedern braucht, um deren politische Verankerung sicherzustellen.

Suter Daniel, PRR: Après avoir entendu tous les représentants des groupes parlementaires, il apparaît que les dés sont jetés. Je souhaite encore ajouter quelques mots afin d'éclaircir certains aspects. La commission devient politique dès que ses représentants sont désignés par les groupes parlementaires. Si vous exigez plus de démocratie dans la prise de décision sur les questions d'aide sociale, vous diluez par la même occasion les responsabilités. Nous ne saurons plus vraiment qui a décidé quoi, car il s'agira de décisions d'une majorité d'une commission anonyme. C'est clairement un recul par rapport à la situation actuelle où les responsabilités sont clairement attribuées à une personne élue qui se meut dans un environnement politique. Vous dites que la Ville est la seule commune du Canton de Berne qui a le Directeur de l'action sociale comme seul dirigeant de l'aide sociale. Je m'excuse mais cette affirmation n'est pas très précise. Il faut savoir qu'à la ville de Thoun, le Conseil municipal est l'Autorité sociale, avec une délégation de compétences au chef du dicastère. Dans les faits, cela fonctionne à peu près comme à Bienne. La commission de la Ville de Berne, dont vous aviez parlé à l'instant, a été définie comme «Soundingboard». Cela signifie qu'elle se charge avant tout de définir les «Stichwörter» (à savoir les décisions de référence pour les décisions individuelles). En 2018, on avait l'ambition de garder le statu quo. Aujourd'hui, le train est parti et la seule chose que l'on

peut encore faire est de rendre cette commission plus efficace, en simplifiant ce monstre diffus que nous propose la CAS. Je vous conseille de suivre notre amendement afin de pouvoir avancer dans ce sens.

Cadetg Leonhard, KSB: Ich wurde eben darauf hingewiesen, dass ich vorhin auf eine Frage nicht geantwortet hatte und hole dies hiermit nach: Die Wahl der ExpertInnen fällt in die Zuständigkeit des Stadtrats.

Widmer Patrick, UDC: Je dois me défendre contre l'affront que Madame Tennenbaum fait à la minorité de la CAS. Je pense que nous avons tous été corrects et que nous avons travaillé ensemble dans cette commission. Par contre, dire que nous, la minorité, venons par la petite porte afin de nous faire entendre, c'est juste un affront qui n'est pas admissible. Durant toutes ces séances de la CAS, nous avons été écrasés par la majorité. Lorsque l'on voit que le dictat de la majorité ne passe pas, on accuse la minorité. Mais c'est notre droit, en tant que parlementaire, de pouvoir donner notre avis par le biais de cet amendement. Deuxièmement, Monsieur Cadetg apprécie de dire que «la Commission a dit» ou «la Commission a fait». Il faut souligner que la majorité de cette commission a décidé, alors que la minorité s'est écrasée durant deux ans. Nous avons essayé de donner notre avis, mais sans être entendu. Je n'apprécie pas d'être attaqué sur ce sujet, car nous avons toujours été correct et transparent.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Monsieur Widmer, mon propos était de dire que la minorité de la commission peut aussi faire des propositions. C'est un processus normal. En revanche, je ne trouve pas normal que vous fassiez ces propositions par l'intermédiaire d'un amendement au lieu de le faire au nom de la minorité de la commission.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Die Aufgaben der Sozialbehörde sind im vorliegenden Bericht der KSB grob aufgeführt und ich gehe nun ein bisschen detaillierter darauf ein. Die Sozialbehörde legt die strategische Ausrichtung des Sozialdienstes fest. Sie ist auch verantwortlich für die Effizienzüberprüfung. Sie führt Dossierkontrollen durch und ergreift Massnahmen. Sie entscheidet über grundsätzliche Fragen. Sie gibt konsultative Stellungnahmen zuhanden des Gemeinderats und zu Vorlagen des Kantons und der Region ab. Sie ist zuständig für das Controlling und die Planung, aber auch für die Kommunikation und den Informationsaustausch. Sie hat bei festgestellten Verstössen oder Verbrechen eine Handlungspflicht. Der Aufgabenkatalog ist sehr umfassend und typisch für die Führungsaufgaben der Exekutive. Der Stadtrat schlägt nun vor, dass diese Aufgaben einer Kommission übertragen werden sollen. Sie übergeben damit die Aufgaben des zuständigen Direktionsmitglieds an eine Kommission. Was macht der zuständige Direktor dann noch? Würde die ganze Stadtverwaltung mittels einer zehnköpfigen Kommission pro Abteilung geführt, würden 120 Personen die Regierungsverantwortung der Stadt übernehmen. Ist es das, was die BürgerInnen wollen? Ich denke, dass ein solches Szenario nicht realistisch ist. Am Schluss würde der Gemeinderat lediglich das Budget vorbereiten und über Ausgaben im Rahmen seiner ihm verbleibenden Kompetenzen entscheiden. Die übrige Führungsarbeit würde von Kommissionen wahrgenommen. Sie erwähnten, dass es ja alle anderen Gemeinden im Kanton Bern auch so machen und Sozialbehördenkommissionen haben. Meine Damen und Herren, das ist ein Etikettenschwindel. In über 90% der Gemeinden im Kanton Bern sind die Sozialdienste in einer Verbundlösung mit mehreren angeschlossenen Gemeinden organisiert. Dort setzen sich die Sozialbehörden aus den gewählten Gemeinderatsmitgliedern der

angeschlossenen Gemeinden zusammen. Il s'agit donc de membres élus par le Peuple et non pas par le Parlement, et c'est le cas pour plus de 90% des communes dans le canton de Berne.

Ich ziehe aber nun doch den Vergleich mit der Stadt Bern, die sich für die von der KSB vorgeschlagene Lösung entschieden hat. In der Realität beschränkt sich die Arbeit der dortigen Sozialhilfekommission darauf, die BKSE-Stichworte (Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz) zu beraten und darüber zu beschliessen. Alle weiteren Aufgaben der Sozialbehörde nimmt sie nicht wahr und kann es auch gar nicht. Mit 10 Sitzungen à 3 Stunden pro Jahr können Sie die Sozialhilfe nicht strategisch führen. Das ist eine Illusion, und die Stadt Bern zeigt dies klar auf. Die Aufgaben der Sozialhilfe sind in der Praxis deutlich weitreichender und komplexer als theoretisch angenommen. In dreissig Stunden jährlich können nicht alle Aufgaben einer Sozialbehörde wahrgenommen werden. So haben wir beispielsweise auch viele Geschäfte, die im Rahmen des Mitberichtsverfahrens des Gemeinderats beurteilt werden müssen. Die Kommission müsste dazu jeweils innerhalb von acht Tagen Stellung nehmen und damit jede Woche eine Sitzung abhalten, um diese Aufgabe zu erfüllen. Wie würde es aussehen, wenn wir diesen Systemwechsel auf den Stadtrat anwenden würden? Zusätzlich zu den 60 Stadtratsmitgliedern kämen weitere 600 Kommissionsmitglieder, welche genau dasselbe machen wie der Stadtrat, nur in zwei Sitzungen statt in 20. Der «normale» gewählte Stadtrat ist zwar noch da, hat dann aber nichts mehr zu tun.

Fazit aus meiner Sicht: Sie wollen einen Systemwechsel mit einer anderen Regierungsform, der aber gar nicht funktionieren kann, wie das Beispiel der Stadt Bern zeigt. Das Ganze kostet darüber hinaus auch noch CHF 100'000. Wenn Sie bereit sind, diesen Betrag auszugeben, dann stellen Sie ihn dem Sozialdienst zur Verfügung. Damit würde er über mehr Ressourcen auf operativer Ebene verfügen, wo Mitarbeitende mit einem enormen Engagement tätig sind. Der heute anwesende Abteilungsleiter Thomas Michel macht viel mehr als er eigentlich müsste. Wenn Sie die Sozialhilfe vorwärts bringen wollen, finanzieren Sie jemanden, der ihn unterstützt. Damit würden Sie wirklich etwas für die Sozialhilfebeziehenden tun. Ich persönlich finde, dass uns eine Kommission für die Sozialbehörde nicht weiterbringt. Meine Kollegin Franziska Teuscher in Bern berichtete mir, dass sie heute mit der Kommission als Sozialbehörde leben könnte. Könnte sie aber nochmals von vorne beginnen, würde sie das nie mehr so machen, denn es hätte nicht sehr viel gebracht, aber relativ viel gekostet. Auch mein Vorgänger Pierre-Yves Moeschler hat sich seinerzeit entschieden dagegen ausgesprochen. Der Gemeinderat als Kollegium hat sich für eine Ausgestaltung der Sozialbehörde ausgesprochen, die dem Antrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR entspricht.

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Es liegen zwei Änderungsanträge zu Art. 3 des Reglementsentwurfs der KSB vor. Absatz 2 des Antrags der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR sowie Absatz 3 des Antrags der Fraktion SP/JUSO regeln beide das Präsidium der Sozialbehörde und sind daher gemäss Art. 58 Abs. 2 der Geschäftsordnung des Stadtrats (GO SR; SGR 1.5.1-1) einander gegenüberzustellen. Der obsiegende Antrag wird anschliessend dem Entwurf der KSB gegenübergestellt. Würden die Anträge der SP/JUSO oder der KSB aber in diesem Punkt obsiegen, liessen sie sich nicht in den Vorschlag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR integrieren, da dieser keine Angaben zur weiteren Zusammensetzung der Sozialhilfekommission macht. In Absprache mit den Fraktionen SVP/Die Eidgenossen

und PRR schlage ich Ihnen deshalb vor, deren Antrag als Ganzes dem Antrag der SP/JUSO gegenüberzustellen und danach der obsiegende Antrag dem Vorschlag der KSB. Nous avons deux propositions d'amendement concernant l'article 3 du règlement de la commission de l'aide sociale. Le Groupe PS/JS propose la modification de l'alinéa 3 selon laquelle le directeur ASS peut être élu à la présidence de la Commission de l'aide sociale. La proposition des Groupes UDC/LC et PRR sur l'alinéa 2 demande que le directeur ASS soit d'office le président de cette commission. Etant donné que ces deux propositions se contredisent, elles seront opposées l'une à l'autre. La proposition retenue sera ensuite opposée à celle de la CAS. Compte tenu du fait que ni la proposition du Groupe SP/JUSO ni celle de la CAS se laissent, dans l'hypothèse de leur acceptation, inclure dans la proposition d'amendement des Groupes UDC/LC et PRR, ces derniers sont d'accord de faire voter leur proposition d'amendement en intégralité.

Abstimmung

- Gegenüberstellung des Antrags der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR, dass der/die DirektorIn von Amtes wegen die Kommission präsidiert und des Antrags der Fraktion SP/JUSO, dass die Kommission das Präsidium wählt.

Der Antrag der Fraktion SP/JUSO obsiegt gegenüber dem Antrag der Fraktionen SVP/Die Eidgenossen und PRR.

Abstimmung

- Gegenüberstellung des Antrags der Fraktion SP/JUSO, dass die Sozialdirektorin/der Sozialdirektor für das Kommissionspräsidium wählbar ist und des Antrags der KSB, dass die Sozialdirektorin/der Sozialdirektor den Vorsitz nicht übernehmen kann.

Der Antrag der Fraktion SP/JUSO obsiegt gegenüber dem Antrag der KSB.

Schlussabstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme des Berichts der Kommission KSB vom 10. Dezember 2020, gestützt auf Art. 40 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe f der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1)

1. Der Entwurf für das Reglement über die Sozialhilfekommission gemäss Anhang zum vorliegenden Bericht wird mit Änderungen genehmigt.
2. Das Organisationsreglement vom 17. April 1997 (SGR 152.01) wird wie folgt geändert:

3.3. Direktion Soziales und Sicherheit

Art. 12 – Aufgaben

²Sie berät den Gemeinderat und die Direktionen in sozialen Fragen. Sie koordiniert die Tätigkeit der subventionierten Institutionen in ihrem Aufgabenbereich.

Art. 13 – Gliederung

Ausser dem Direktionssekretariat (inkl. Delegierter / Delegierte Sicherheit, Delegierter / Delegierte Integration ist die Direktion Soziales und Sicherheit in folgende Abteilungen gegliedert: (...)

3. Der Beschluss des Stadtrates betreffend Sitzungsgelder und Fraktionsentschädigungen vom 14. Oktober 1987 (SGR 151.13) wird wie folgt geändert:
 - d. Kommissionen mit besonderer Regelung
(...)
 2. Mitglieder der Vormundschaftskommission Sozialhilfekommission erhalten Fr. 75.- für eine Sitzung.
4. Die Änderungen treten per 1. Januar 2022 in Kraft.
5. Der Gemeinderat wird mit dem Vollzug der Beschlüsse beauftragt.
6. Die KSB-Kommission löst sich des vorliegenden Beschlusses auf.
7. Der als Postulat überwiesene Vorstoss 20140325, Ruth Tennenbaum, Passerelle, «Für eine zeitgemässe Organisation der Sozialbehörde» wird als erfüllt abgeschrieben.

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin: Damit schliesse ich die heutige Sitzung. Wir sehen uns morgen wieder. Ich wünsche Ihnen eine gute Nacht.

Schluss der Sitzung / Fin de la séance: 22:50 Uhr / heures

Die Stadtratspräsidentin/ La présidente du Conseil de ville:

Strobel Salome, Stadtratspräsidentin

Die Ratssekretärin / La secrétaire parlementaire:

Klemmer Regula, Ratssekretärin

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane